

1/82

France :
aménagement
urbanisme,
architecture.



le carré bleu

Feuille internationale d'architecture

Directeur: A. Schimmerling

Rédaction, Administration:

33, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris.

Comité de rédaction:

E. Aujame • G. Candilis • J.L. Veret
D. Cheron • D. Cresswell • J. Decap • P. Fouquey
• Y. Schein • D. Beaux • P. Grosbois • L. Hervé
• A. Josic • A. Schimmerling • J. Mangematin •
F. Lapid • B. Lassus • R. Le Caisne •
J.C. Deshons • M. Duplay

Collaborateurs:

Roger Aujame, Elie Azagury, Sven Backstrom,
Lennart Bergstrom, Giancarlo de Carlo,
Eero Errikainen, Ralph Erskine, Sverre Fehn,
Oscar Hansen, Reuben Lane, Henning Larsen,
Ake E. Lindquist, Charles Polonyi, A. Koop,
Keijo Petaja, Reima Pietila, Michel Eyquem,
Aarno Ruusuvuori, Jorn Utzon, A. Tzonis,
Georg Varhelyi, Percy Johnson Marshall
Massimo Pica Ciarrara, D. Augoustinos,
Bruno Vellut, Veikko Vasko.

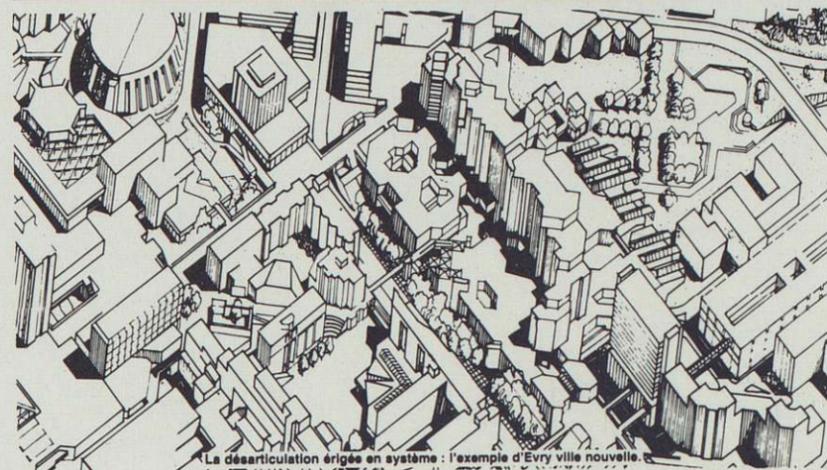
SOMMAIRE 1/82

- P. 1. Architecture et Architectes en France 1970/1980 par *Ionel Schein*
- P. 3. Décentralisation et cadre bâti, en France, par *André Schimmerling*
- P. 5. L'exemple de la Suède, par *Georg Varhelyi*
- P. 7. L'exemple de la Hongrie, par *Charles Polonyi*
- P. 2. Profession ou métier d'architecte
I. Les objectifs, par *Philippe Fouquey*
II. Les moyens, par *François Lapid*
- P.15. Contribution au séminaire «Le mouvement Moderne» au Royal College of Arts, à Londres, par *Anatole Kopp*
- P.21. Projet de concours pour le centre culturel de Chambéry, par *Mario Botta*
- P.24. Projet de concours pour le centre culturel de Chambéry le Haut, par *Bernard Kohn*
- P.27. Commentaire sur le concours pour une maison des Syndicats à Montpellier, par *J.Ci. Deshons*
- P.29. Bibliographie : Essais et Conférences de Martin Heidegger et «Genius Loci» de Christian Norberg Schultz, par *Michel Mangematin*
- P.33. English summary and translations par *Adèle Mosongi*
- P.41. Informations

Abonnement : 100 F par an
Le numéro : 25 F
C.C.P. Paris 10.469-54 Z
Trimestriel

Commission Paritaire N° 59350
IMPRIMERIE DU CANNAU / MONTPELLIER

ATELIERS PUBLICS



La désarticulation érigée en système : l'exemple d'Evry ville nouvelle.

PÉTITION

DEVANT LES LIMITES ACTUELLES DE L'EXERCICE LIBÉRAL ET SON INCAPACITÉ À RÉSOUDRE LA DOUBLE CRISE DE L'ARCHITECTURE ET DE LA VILLE, NOUS AFFIRMONS NOTRE DÉTERMINATION À PARTICIPER À LA CONSTRUCTION D'UN SECTEUR PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE SEUL CAPABLE DE PROPOSER UNE AUTRE MANIÈRE D'ENVISAGER LE TRAVAIL ARCHITECTURAL POUR CONTRIBUER À L'ÉLABORATION DÉMOCRATIQUE D'UN PROJET URBAIN.

POUR CELA NOUS DEMANDONS, DANS LE RESPECT DES ENGAGEMENTS DES DIFFÉRENTS PARTIS DE LA MAJORITÉ, L'EXTENSION ET LA TRANSFORMATION DU SECTEUR PUBLIC EXISTANT PAR :

- LA CRÉATION D'ATELIERS PUBLICS D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME, DOTÉS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE, AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS LOCALES ;
- LA CRÉATION DE CENTRES DE PRATIQUES ET DE RECHERCHE AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DE L'ARCHITECTURE ;
- LA RECONNAISSANCE D'UN STATUT D'ARCHITECTE DANS LA FONCTION PUBLIQUE.

B. D'ALBAS - T. ALLANET - J. ALLEGRET - J. ALONSO - M. ANDRIEFF - A. AMAR - A. AURAMIDES - L. AUSSEUR - M. BAJER - H. BALLESTEROS - Y. BANCÓN - G. BATH - JORNIKIAN - M. BEDARIDA - R. DE BELLEVUE - K. BENKHADRA - F. BENRATH - A. BERTHIER - M. BERTHOUMIEUX - C. BESSETTE - J. M. BIRY - P. BLANCHARD - P. DU BOIS - M. F. DU BOIS BERRANGER - O. DE BOIS MENU - J. BON - P. BONNEFON - O. BONNET - H. BONNEMAZOU - I. BONNET - L. BONY - P. BOUCHAIN - P. BOUCHE - M. BOUCHIERI - P. BOUDON - F. BOUGNOUX - P. BOUNY - R. BOURGEOIS - C. BOSSEREDON - J. P. BRAUN - H. BRESLER - M. BREZARD - J. P. BROSSIER - M. BROUTIN - C. BRUANT - C. BRUNAUD - C. BURLEN - N. CARRÉ-CADOT - A. CARRIL - A. CASANOVA - J. CASTER - G. CATTALANO - P. CESESTE - E. CHABAL - A. CHANTALAT - G. CHARLET - C. CHARPENTIER - A. M. CHATELET - C. CHAVINIER - G. CHAUVÉLIN - J. F. CHENAIS - G. CHENU - J. F. CHIFFARD - P. CHOMBART - E. CIRIANI - G. CLADEL - G. CLAPOT - C. CLARISSE - P. CLÉMENT - J. L. COHEN - P. COLOMBIER - O. COMPAGNON - T. CONCKO - M. F. CORDELIER - M. L. CORRALES - D. COTIS - M. COUGOULIÈRE - A. COULON - F. DAGUILLON - C. DAMERY - M. DAUBER - J. P. DAUBIN - D. DEFONTAINE - M. DELANNE - A. DELMAS - F. DELORME - S. DELORME - P. DELPEUCH - M. DEMERON - J. C. DEFALQUE - F. DERAILLIER - M. DÉPORTES - G. DESBARRAS - F. DIAZ - G. DIETRICH-SAINSAULIEU - J. DINOT - P. DIOCHON - D. DORON - D. DREYSSE - G. DRUART - B. DUBOS - D. DUCAMP - P. DUCOLNER - O. DUCROUET - M. DUODON - C. DUFAUT - C. DUFOUR - R. DUFRENE - G. DUHAMEL - P. DUNOYER - J. J. DUPUY - D. DURAND - N. ELEG - I. ELHARAT - C. ENJOLRAS - J. P. EPRON - G. FAIF - B. FORTIER - J. P. FORTIN - A. FOJAD - P. FOUQUEY - J. M. FRITZ - C. FURET - M. C. GANGNEUX - J. C. GARCÍAS - H. DE GASSART - A. GAUTHERON - P. GERNE - L. GORGARD - L. GEORGIARD - S. GOUTMANN - F. GREHER - B. GRIMALX - F. GROSSENS - A. GRUMBACH - L. GUEJ - R. H. GUERAND - A. GURLEUX - M. HALTER - J. HARARI - H. HARDY - J. P. HARDY - J. HARMEX - R. HASSON - J. HAYWARD - G. HENRY - A. HUBERT - B. HUET - M. HUET - B. HUIDOBRO - C. HUNZIRER - O. JAQUEMIN - R. JOLY - T. JOSSIFORT - H. JUDEAUX - S. KOUAL - C. KREUZER - P. LAFEUILLE - D. LAGADEC - M. LANGE - P. LANNUZEL - C. LAPEYRONNIE - J. LAPORTE - M. LASSAYGUES - C. LAVILLONNIÈRE - B. LAURAT D'ALBAS - F. LAUTIER - B. LECLERC - Y. LECOQ - P. LECOY - I. LÉGARREC - P. LEGOUX - B. LENORMAND - H. LEROUX - CAUCHE - C. LEUY - A. LI - P. LIBERTO - J. LICHNEROWITZ - M. F. LUMMAUX - P. MADEO - D. MANDON - A. MANTEL - I. MARCHER - G. MARGOT-DUCLOT - R. MARGUERITE - N. MARTEL - J. MARTIN - M. MARTIN - M. MARTINA - P. MARTINELLI - P. MARTY - J. MATOS - M. MERLOT - S. MICHARD - P. MICHELONI - J. L. MIGLIORETTI - P. MILLER - J. M. MILLEUX - C. MINEL - B. MINSFER - A. MIRAILLET - L. MITROFANOFF - Y. MOCH - G. MODESTE - E. MONTANE - M. MONTANE - J. C. MONIN - H. MORCH - M. MOSSER - F. MOULLET - J. F. MOUNIER - F. NIAZI - J. NICOLAS - O. NICOLAUD - P. NOYANT - J. OMBRABELA - P. PANERAI - J. PAQUET - S. PARDO - A. PATILLON - P. PAULOT - A. PAYEUR - F. PAVEUR - G. PEÑA - L. PELPEL - R. PERRET - G. PERRIN - L. PERROUX - D. PEVERELLI - M. PIETU - P. PINON - D. POLY - L. PREDIERI - P. PROST - P. PROUX - G. QUERRÈN - B. QUEYSANNE - D. QUITTET - H. RAYMOND - F. REMY - S. REMY - Y. RENAULT - A. RENIER - P. REVAULT - J. RIPAUT - J. M. RITZ - J. P. ROBERT - P. ROBERT - C. ROBIN - C. ROCHANT - B. ROCHE - G. RODIN - M. ROMAN - J. ROSEN - N. ROSENSCHOON - Y. ROUJON - M. ROUTON - V. SABATIER - P. SADY - M. SANSON - S. SANTELLI - S. SAUTEREAU - C. SHNAIDT - A. SCHUCH - R. SCHLUMBERGER - A. SCOBELRINE - L. SEVESTRE - B. SIGROS - C. SIMON - A. SOLINAS - D. SOULIE - S. SPIEGEL - B. SPIRE - J. STIRIB - J. L. SUBILEAU - J. SUNDBERGER - R. TABOURET - C. TANEL - A. TERADE - J. Y. TIREAU - J. O. TIXIER - J. M. THIBALT - J. Y. TOBEUX - D. TOUCHE - J. J. TREUTTEL - J. TRIBEL - E. VAIEDELICH - D. VALABREGUE - S. VANNEYRE - O. VASQUEZ - M. VERNES - A. VERNAUD - F. VERY - J. L. VEYSIERE - P. DIDAILLET - M. VIDAL - C. VIE - L. VILAN - N. VINCENT - J. L. VINCENT - E. VOLPE - H. WACRENIER - P. WEBER - G. WENACHTER - L. WODKA - N. ZAMORA - G. ZIMMERLI.

Collectif Ateliers Publics - Jean Harari - 60, rue de Réuilly - 75012 Paris - Tél. 271.40.08

Ci-dessus : Pétition pour la création d'ateliers publics d'architecture, formulée par le Collectif Ateliers Publics le 2 Novembre 1981 à Paris.

Page couverture : Page de garde d'un travail de diplôme «Aménagement territorial : du centralisme à la «démocratie inductive» présenté à l'Unité Pédagogique d'Architecture de Marseille Luminy par Jean Charra et Michèle Raibaut, Juin 1981. Georges Felici Directeur d'Etudes. 120 p. illustrations.

Les opinions exprimées dans cette revue n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

ARCHITECTURE ET ARCHITECTES EN FRANCE 1970/1980

par Ionel SCHEIN

Ce n'est pas une intempérance que de vouloir cerner globalement les caractéristiques de l'architecture et des architectes en France entre 1970 et 1980.

Les courants, les tendances, les volontés tout comme les compromis ont des frontières précises et des représentativités caractérisées ; une des réalités de cette décade est son jeu subtil de clans et de castes (comme jadis les ateliers des Beaux-Arts) qui, par publications et concours interposés, se montrent, se livrent batailles.

1968 c'est à la fois la contestation de ce qui est, la continuité sur le terrain, de ce qui fut, la projection écrite et parlée de ce qui n'est pas encore.

La contradiction règne.

L'enseignement est enfin changé dans ses structures ; mais pas encore la production architecturale, cette production qui, en réalité, n'est remise en cause que formellement, car ses supports politiques, économiques, technologiques ne changent pas !

Ideologiquement, en France — plus qu'à l'étranger où les acteurs «soixanthuitards» n'ont pas mis en cause les structures urbaines — un certain nombre d'ouvertures se produisent : Henri Levévre, Françoise Choay, Anatole Kopp enseignent et écrivent. Les architectes ne savent pas encore se mettre en cause, mais certains se «marginalisent» par rapport aux grosses agences dont d'ailleurs les jours sont comptés. D'autres commencent à lire et à écrire, à découvrir la culture ; ils se fabriquent cette attitude curieuse qui consiste à croire et à faire croire qu'ils sont les héritiers de catastrophes urbanistiques et architecturales qui se sont succédées depuis 1945 ! Ainsi on fait table rase d'une époque dont on n'explique pas le contenu.

Les villes nouvelles se concrétisent ; malheureusement à une échelle moindre que prévue, mais dans des structures toujours originales. Elles deviennent les seuls lieux où les diverses tendances se cristallisent et se confrontent.

En même temps les phénomènes de rejet se font jour. Les nouveaux mythes s'expriment à travers des publications neuves ou renouvelées. On règle les comptes et la démonstration est rigoureusement faite par les Robespierre de service que la mémoire historique urbaine doit gommer des périodes entières, et notamment celles des Grands Ensembles et des Z.U.P. On s'approprie les slogans comme : *SMALL IS BEAUTIFUL*, ce qui permet aux 55 millions de Français de devenir architectes. Ceux qui ont bâti, bâtiront moins. Le Goulag. Alors ceux qui, jusque-là, à travers contrats de recherche, rapports et discours ont «écrit» ou «parlé» l'architecture pourront passer du «dire au faire». Ce qui nous vaut un très riche étalement de projets, de dessins, de maquettes

et même de chantiers qui ont les paternités les plus diverses... Le fascisme est opposé à la démocratie par axes, frontons, colonnes, chapiteaux, arcs et répétitions interposés... Enfin la pratique architecturale n'est pas encore remise en cause par une profession qui se refuse toujours à évoluer véritablement. Mais cette décennie laisse passer le temps sans appréhender l'espace autrement qu'à travers l'Histoire. Si la guerre a produit des générations de bâtisseurs utopistes, engendrés par des sociétés de consommation, la paix, elle, produit des générations d'architectes qui prennent appui dans le passé, l'actualisent, créent des modes et les bâtissent en invoquant l'accord, voire la participation du peuple qui, lui, reste fidèle aux sollicitations du Club Méditerranée.

Situation sans référence donc sans sécurisation possible ; alors on puise dans un réservoir formel déjà connu, déjà « digéré », déjà admis, on prend soin néanmoins de le dépoussiérer et de se conformer aux dessins publiés et republiés, promenés d'exposition en exposition, sans jamais avoir servis à des chantiers, à devenir volumes, espaces ! Ce jeu, ce piétinement cette situation à la fois du : « se faire plaisir » d'attente et, il faut le reconnaître : de prise du pouvoir — dure plusieurs années, ponctuée par des querelles intestines mais qui restent mineures. Ces querelles ont lieu surtout au niveau des U.P.A. qui se transforment en chapelles avec, chacune, leur Dieu et leurs Saints, leurs curés et leurs fidèles, tout comme les publications spécialisées.

Politiquement opposés au Pouvoir en place, la plupart des jeunes architectes, ceux qui s'affirment à travers les concours, les PAN, l'INNOVATION, le Plan Construction, etc., pénètrent le « système » et prennent la « forteresse » par le dedans ; ainsi la recherche, l'enseignement, la commande en général, sont « colonisés » et implicitement l'expression construite s'uniformise. Le Pouvoir se frotte les mains, pavoise, les fous du Roi sont en place ; simultanément — et cela est propre à la France — ils font triompher leurs idées dans les discours et sur les chantiers, et deviennent « alibis » du Pouvoir : **la décadence s'installe** ; elle est lisible à travers ce qui se réalise.

L'édition des livres d'urbanisme et d'architecture est abondante ; les expositions, les conférences se multiplient ; on passe du sous-développement en matière architecturale à une surproduction alors qu'en réalité tous les médias informent très mal et d'une façon incomplète. Une critique architecturale se fait jour mais elle manque de régularité dans ses manifestations. Le public est faussement informé, politiquement on lui donne toujours raison, ce qui a pour résultat la prolifération des lotissements et l'instauration du culte de la maison individuelle ; apparition d'une dénomination apocryphe « maison de ville ! », mais alors la... ville ? Tout le monde s'y penche, en prend conscience, en détermine l'évolution, sans inventer les indispensables nouveaux rapports entre les habitants et ceux du bâti avec les habitants. Quelques réalisations porteuses d'espoir apparaissent ; ce sont des exceptions qui contrastent avec les toujours mêmes formalismes de la décadence.

Ces exceptions ont l'avantage d'être fortes, de constituer des remises en question, des comportements sociaux et des profils urbains, de représenter d'autres formes de convivialité et de préfigurer un urbanisme, une architecture de la **communication**, de faire éclater le saucissonnage et le zoning fonctionnaliste.

Ces exceptions constituent aussi un acte prémonitoire sur le plan politique ; la France après le 10 mai 1982 acquiert un statut de société socialiste.

L'architecture, son enseignement, sa pratique et sa production **changent**. Les architectes devront changer aussi.

DÉCENTRALISATION ET CADRE BÂTI

La loi-cadre dénommée « droits et libertés des communes, départements et régions » amorce un nouveau chapitre dans l'organisation de la vie collective en France et indirectement dans celui du cadre bâti. Il s'agit de contrebalancer le centralisme excessif qui caractérisait l'organisation de l'Etat par une série de mesures de décentralisation ; mais, au-delà de cet objectif, il s'agit de donner de nouveaux stimulants aux activités sociales et économiques dans un temps de crise sous-jacent au « changement » qui s'est opéré en France.

LES ANTÉCÉDENTS

Au cours de la période de « croissance » marquée par l'ouverture du Marché Commun et l'avènement d'une économie orientée vers l'exportation, l'Etat intervint en encourageant la concentration des banques et des entreprises pour les rendre compétitives. Grâce à cette concentration, des groupes financiers ont pu engager leurs capitaux aux points de meilleure rentabilité et s'en dégager lorsque celle-ci s'affaiblit.

Nous assistons à la création du PLAN QUADRIENNAL — de caractère incitatif — et à celle de la D.A.T.A.R. (direction de l'aménagement du territoire) auprès du Premier Ministre, appelé à mettre en place les équipements de soutien nécessaires au développement de l'industrialisation et par voie de conséquence de l'urbanisation. La création des villes nouvelles obéissait dans cet ordre d'idées plutôt à une préoccupation de renforcement de zones industrielles « fortes » qu'à une volonté de rééquilibrage du territoire.

Le système fortement centralisé mis en place par le pouvoir en 1967 prévoyait deux documents de base en matière d'urbanisme : 1/ **les schémas directeurs d'aménagement** (S.D.A.U.) qui fixent à moyen terme les options d'aménagement d'un secteur territorial, et 2/ **les plans d'occupation des sols** (P.O.S.), instruments de base de l'urbanisme communal, qui doivent être compatibles avec les orientations de la S.D.A.U.

C'est sur le plan de la procédure d'élaboration des deux documents qu'apparaît le rôle prédominant des administrations publiques dans l'aménagement de l'espace : la décision d'établissement d'une S.D.A.U. est prise par le Préfet départemental (ou régional). L'ensemble de la procédure est conduit sous son autorité par le directeur départemental ou régional de l'équipement. Si les représentants des communes concernées par le schéma siègent de plein droit au sein de la commission d'élaboration, leur accord n'est pas toujours indispensable en vue de l'approbation du document, qui peut être prise également par décret : notamment dans le cas ou plus d'un quart des conseils municipaux se sont opposés à son application.

Le P.O.S. est un document à court terme qui détermine avec précision le droit d'utilisation des sols. Ici également la décision d'élaboration est prise par le préfet après avis ou demande du conseil municipal. Son élaboration se fait sous son autorité et celui du directeur du Ministère de l'Urbanisme (anciennement de l'Equipement). Les élus se trouvent confrontés avec les représentants des services, possédant une haute technicité. Combien, parmi les représentants des 36000 communes du pays, sont à même de mener un dialogue d'égal à égal avec les représentants du pouvoir ? En dehors des représentants qualifiés de l'Etat, le groupe de travail comprend également des représentants des activités économiques qui usent également de leur pouvoir social.

Il n'est guère étonnant dans ces conditions qu'un bon nombre de plans d'urbanisme débouchent sur une vision ségrégative et restrictivement analytique de l'urbanisme.

Dans ces conditions, la loi sur la décentralisation ouvre des perspectives nouvelles : elle concède une très grande autonomie aux activités locales, en supprimant la tutelle du préfet qui, à titre de « commissaire du gouvernement », aura un domaine d'activités strictement délimité à côté des présidents respectifs des assemblées locales. On distingue dès maintenant trois échelons de la vie collective :

a/ les assemblées régionales, élues au suffrage universel en tant que représentants des 21 régions du pays et qui succéderont aux « conseils régionaux » du régime précédent composés principalement de représentants élus au second degré ou nommés par le pouvoir ; ces assemblées auront à jouer un rôle économique, social et de planification en liaison avec les services du Plan et de l'Aménagement du Territoire d'une part, avec les collectivités locales de leur région de l'autre.

b/ les conseils généraux, organes élus des départements, s'occuperont des infrastructures techniques, sociales et éducatives de leur secteur (à l'exception des universités).

c/ les collectivités locales représentées par les communes ou des regroupements de communes et dont les maires assument les fonctions exécutives, notamment dans les domaines de l'urbanisme, de l'hygiène, de la sécurité, des services sociaux de tout ordre.

Une loi sur les compétences respectives de ces collectivités complètera la loi-cadre précitée.



Sur le plan de l'organisation du cadre de vie, certaines possibilités s'ouvrent pour :

— la mise en œuvre d'un **plan d'aménagement du territoire** susceptible de contribuer au rééquilibrage du pays scindé en régions riches et pauvres,

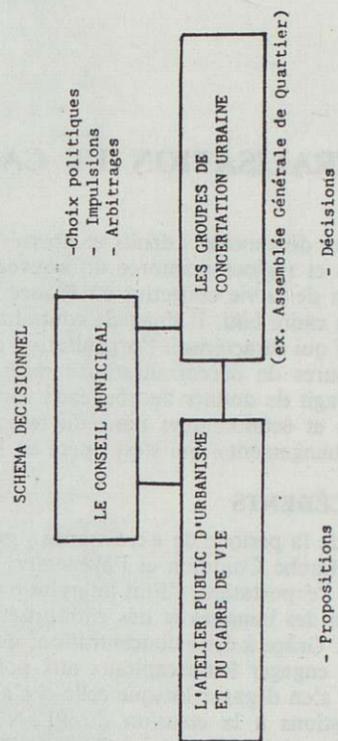
— de **plans régionaux d'aménagement** précisant un réseau régional d'infrastructures techniques — condition indispensable d'un développement économique,

— un ensemble de **plans locaux**, allant des schémas d'aménagement (S.D.A.U.) aux plans d'occupation des sols (P.O.S.) qui, au lieu de servir principalement d'inventaire des droits de bâtir deviendraient les instruments d'un projet social, sur la base d'une participation active des habitants.



La suppression de la tutelle administrative est susceptible de créer un état d'esprit nouveau dans l'organisation de la vie collective, que ce soit sur le plan régional ou local : elle peut affecter la mentalité conventionnelle du citoyen, trop souvent caractérisée par une indifférence vis-à-vis des problèmes quotidiens du cadre de vie. La réforme ouvre la porte à de nouvelles solutions et à de nouvelles initiatives.

A. Schimmerling,
Avril 82.



Proposition d'insertion d'ateliers publics d'architecture dans le processus d'élaboration de l'urbanisme local ; formulée par l'A.P.U. de Créteil, place Henri Dunan, 94000 Créteil.

Il nous paraît utile de comparer la situation en France, en matière de décentralisation, avec celle de deux pays industrialisés de l'Europe, qui ont abordé ce domaine antérieurement : la Suède et la Hongrie.

LA SUÈDE

La Suède offre l'exemple d'un pays fortement différencié sur le plan de l'occupation du sol. La majorité de la population - 85 % - vit dans le tiers Sud du pays dont l'armature urbaine repose sur 3 agglomérations métropolitaines totalisant 30 % de la population.

Le pays est divisé en 24 comtés disposant chacun : a/ d'une administration — prolongement des services centraux — chargée de l'exécution de la politique générale du gouvernement et b/ de conseils de comté élus par les collectivités locales et qui coordonnent et mettent en œuvre les tâches déléguées par le gouvernement.

Le nombre des collectivités locales (municipalités) a été réduit il y a quelques années de 1.000 à 277. Cette réduction était due à la régression démographique dans de nombreuses régions agraires et à l'élargissement des responsabilités des collectivités locales.

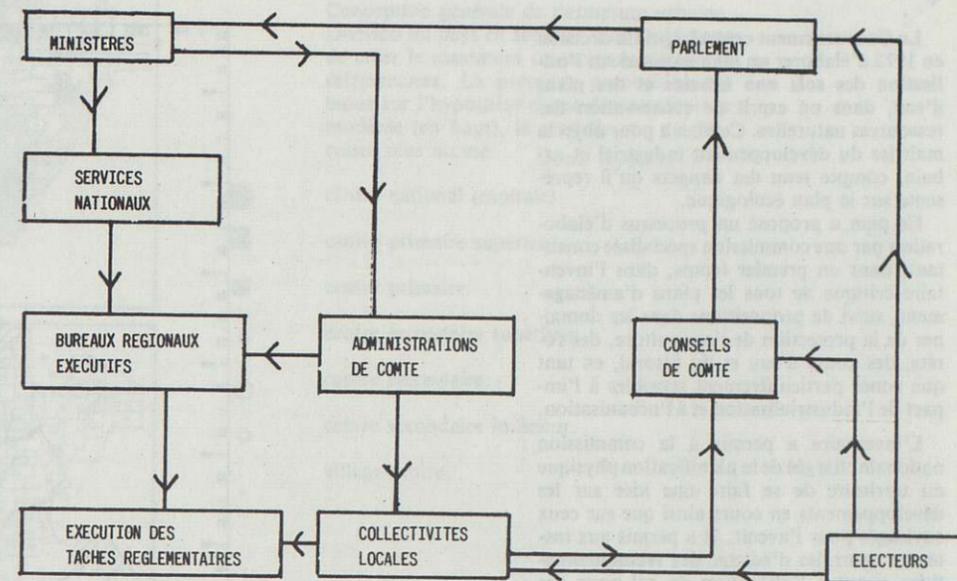
Il y a donc imbrication des tâches des Administrations des comtés, des Bureaux régionaux des Services nationaux (prolongements des ministères) et des Conseils de comté. Une fois que le gouvernement a délégué ses pouvoirs aux Services nationaux, il ne peut plus exercer de tutelle sur les décisions de ces derniers, que ce soit sur le plan national ou régional.



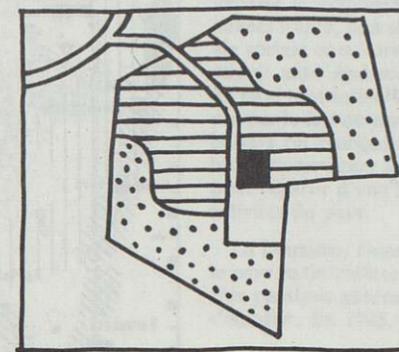
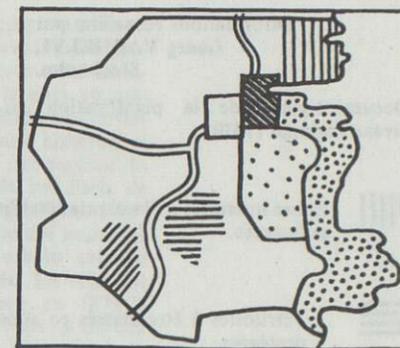
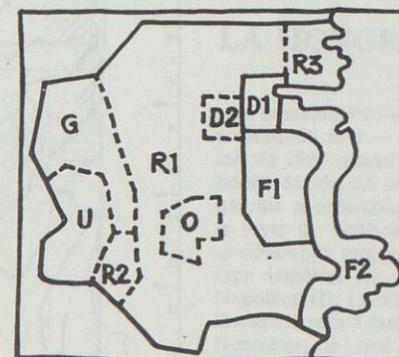
Les collectivités locales dressent des **plans d'aménagement** détaillés et des **plans globaux d'utilisation** du sol. Le comté est compétent pour l'**aménagement régional** assumé par l'Administration du comté ou le Conseil régional, selon les cas individuels. L'administration a également pour fonction d'approuver les plans d'aménagement des collectivités locales ; elle est chargée en même temps de dresser les **plans régionaux de transport** qui conditionnent la localisation des équipements de tout ordre nécessaires à l'avenir.

La politique régionale se propose de favoriser l'établissement d'une trame équilibrée d'ensembles urbains.

Le plan régional peut également permettre de coordonner l'activité d'aménagement de deux ou plusieurs communes : c'est ainsi que des organismes d'urbanisme régionaux existent pour les villes de Stockholm, Göteborg et Malmö.



Structure administrative « décentralisée » en Suède (Doc. FIHUAT 1979/2).



Plan global d'utilisation du sol (plan de structure).

Plan d'aménagement.

Plan d'aménagement détaillé d'un secteur.

Le Gouvernement central a pris la décision en 1972 d'élaborer un **plan national sur l'utilisation des sols non urbains et des plans d'eau**, dans un esprit de conservation des ressources naturelles. Ce plan a pour objet la maîtrise du développement industriel et urbain, compte tenu des dangers qu'il représente sur le plan écologique.

Ce plan a proposé un processus d'élaboration par une commission spécialisée consistant, dans un premier temps, dans l'inventaire critique de tous les plans d'aménagement, suivi de propositions dans les domaines de la protection de l'agriculture, des forêts, des cours d'eau et du littoral, en tant que zones particulièrement sensibles à l'impact de l'industrialisation et à l'urbanisation.

L'inventaire a permis à la commission nationale chargée de la planification physique du territoire de se faire une idée sur les développements en cours ainsi que sur ceux envisagés pour l'avenir. Il a permis aux instances centrales d'édicter des **recommandations** quant à l'utilisation du sol pour des fins agricoles, industrielles ou récréatives sur l'ensemble du territoire, ou de délimiter des secteurs où l'aménagement devait être poursuivi avec une particulière attention au milieu naturel ambiant.

Informations recueillies par
Georg VARHELYI,
Stockholm.

Document-guide de la planification au niveau national (1979).

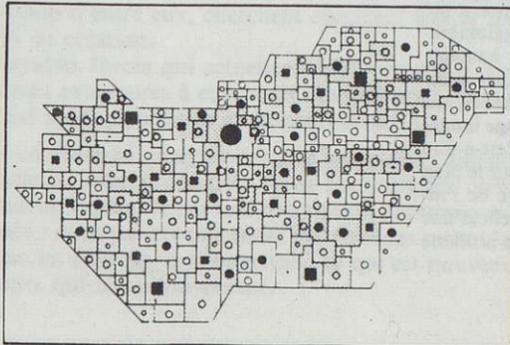
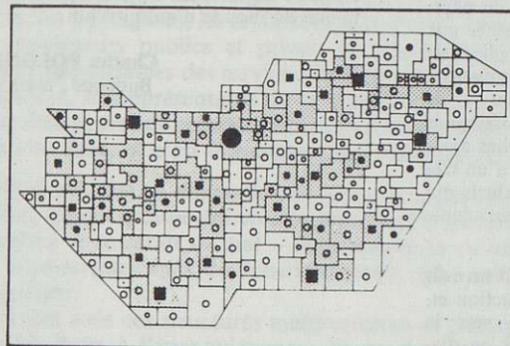
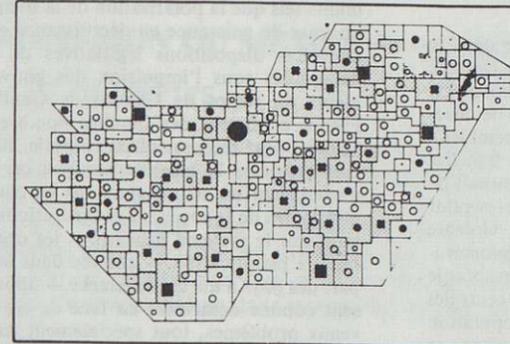
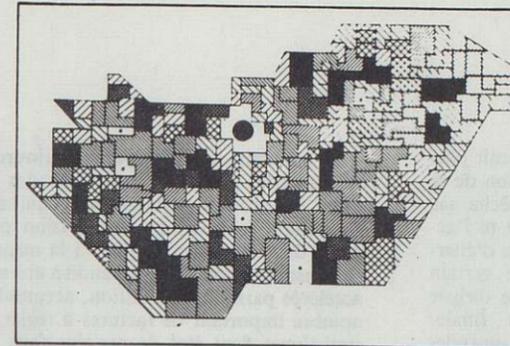
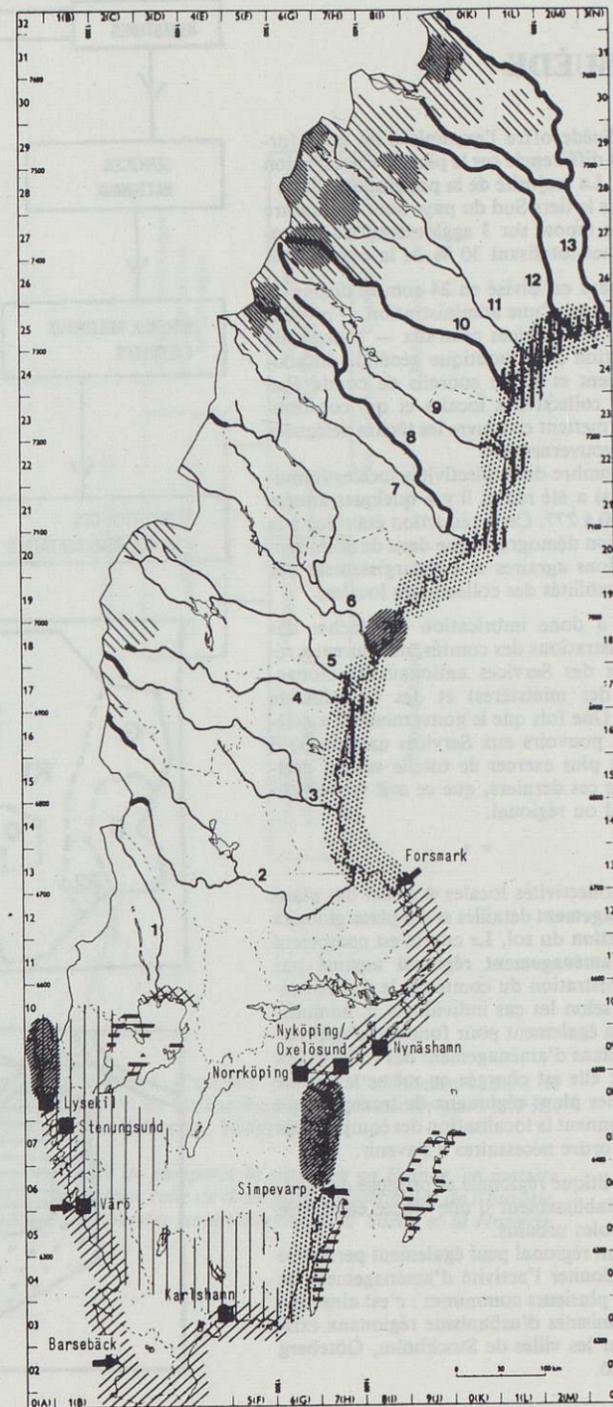
||||| Zones interdites à l'implantation d'industries polluantes.

≡ Territoires à être classés en zones littorales protégées.

⊗ Territoires à être classés en zones fortement urbanisées.

||||| Interdictions de rejets acides dans les cours d'eau.

Doc. National Physical Planning. Ministry of Housing. Sept. 79, Stockholm.



Conception générale de l'armature urbaine. Division du pays en secteurs, l'objectif étant de créer le maximum de secteurs à activités différenciées. La première proposition est basée sur l'hypothèse d'une décentralisation modérée (en haut), la seconde sur un processus plus accusé. Doc. J.BARATH

- centre national (capitale).
- centre primaire supérieur.
- centre primaire.
- centre secondaire supérieur.
- centre secondaire.
- centre secondaire inférieur.
- village-centre.

LA HONGRIE

L'urbanisation — dans l'acception contemporaine du mot — débuta avec le compromis de 1867 quand la monarchie des Habsbourg décida de convertir le pays en monarchie austro-hongroise. Budapest devint le foyer du système ferroviaire hongrois et se développa rapidement en une capitale du type impérial sur le modèle du Paris de Napoléon III. La monarchie prit fin en 1919. Budapest reste, dans la limite des nouvelles frontières, le seul centre urbain capable d'attirer la population rurale. La ville qui dénombrait 300.000 habitants en 1873 a dépassé le million en 1930. Vers la fin des années trente, non seulement l'intégrité de la vie sociale et culturelle fut concentrée à Budapest mais également 53 % de l'industrie du pays tout entier. Cette situation fut aggravée par le fait qu'après la révolution de 1919 le pays fut réorganisé par un gouvernement ultra-conservateur qui se refusa à tout effort pour répartir d'une façon plus équilibrée les activités du pays.

La Deuxième Guerre mondiale transforma le pays en un théâtre d'opérations militaires. Une paralysie générale de toutes les activités s'ensuivit. En 1945, on assista à la mise en

œuvre de la réforme agraire, à la nationalisation et l'introduction d'une économie planifiée ; le premier plan quinquennal favorisa l'établissement de l'industrie dans les campagnes. Ces mesures en vue de remédier au déséquilibre des activités ne permirent cependant point d'arrêter l'accroissement de la population de la capitale. Celle-ci passa ainsi de 1,6 millions de personnes en 1953 à 2 millions en 1975. L'accroissement annuel atteignit, durant les années cinquante, le chiffre de 20.000 personnes par an.

Du fait de l'industrialisation effectuée dans d'autres secteurs urbains du pays, ce chiffre tomba à 16.000 personnes dans les années soixante — puis s'arrêta par la suite totalement, et ceci malgré la levée de l'interdiction de s'établir dans la capitale. La part de Budapest dans l'activité industrielle du pays tomba à 36 %.

Avant la planification proprement dite on fit des conjectures quant à la distribution optima de la population dans le pays. On opta par la suite pour le développement de cinq centres majeurs et de quatorze centres secondaires en vue de créer un contre-poids à la prépondérance de la capitale. La décentralisation par le développement de centres primaires et secondaires représentait un procédé caractéristique dans la plupart des pays de l'Est, mais aussi en Italie et en Suisse par exemple. L'idée initiale subit cependant des distorsions au cours de sa réalisation : on ne tint pas suffisamment compte des unités administratives qui formaient en quelque sorte l'arrière-pays des centres choisis. La population afflua vers les nouveaux centres dont la capacité d'accueil s'avéra rapidement insuffisante.

Au cours des années soixante, les dirigeants du pays se rendirent compte du fait qu'il était avantageux de substituer à la planification économique contraignante un système basé sur des rapports d'échange normaux. C'est ainsi qu'en 1970, avec le cinquième plan quinquennal, le pays put participer à la grande conjoncture du domaine bâti en Europe, propre à la période d'expansion qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. Cependant, dans un temps relativement court, les premiers effets de la crise

mondiale de l'économie se firent sentir plus particulièrement dans la détérioration de la balance des paiements. Ceci n'empêcha pas la poursuite de la tendance initiale ni l'accroissement des dépenses en matière d'énergie importée. On envisagea à un certain moment le retour à une économie dirigée conforme au modèle des années 50 ; finalement on se borna à apporter des amendements au système précité.

La période de haute conjoncture dans le bâtiment dura dix ans, au cours de laquelle l'aspect du pays changea fondamentalement. Dans les villes prévues comme pôles de développement on réalisa de grands « ensembles » composés d'immeubles tours et de lamelles de grande hauteur. Ce parti, qui résultait de considérations techniques convenables pour la bureaucratie créa une rupture violente dans l'échelle et la structure des agglomérations en même temps qu'une monotonie déprimante, tandis que les parties centrales de ces dernières ou la partie de la population « privée de moyens » continua à vivre, se dégrada rapidement. Dans le reste du pays, où une partie de la paysannerie affiliée aux coopératives s'enrichit grâce à l'application de technologies avancées et à l'ouverture d'un marché libre — mais restreint — de produits et grâce également aux possibilités de fonder des entreprises industrielles auxiliaires, on assista à la construction d'un très grand nombre de logements individuels qui dépassait 60 % du total des logements construits en 1980.

Jusqu'à cette date, on ne pouvait investir ses économies en moyens de production et, de ce fait, l'épargne s'orientait vers la construction d'habitats secondaires ou d'achats de voitures. Cette circonstance a été déterminante pour la trame des agglomérations, composées d'immeubles en hauteur, des maisons individuelles réalisées par auto-construction et des maisons de vacances, sur des parcelles situées dans le voisinage immédiat de centres urbains anciens, c'est-à-dire dans un environnement impropre sur le plan de l'utilisation du sol. La structure de l'industrie du bâtiment ressemblait à celle d'une armée composée uniquement d'une artillerie lourde et de partisans.

* *

Le standard de vie apparaît, aujourd'hui en Hongrie, plus élevé que dans des pays ayant un produit national brut équivalent. Cependant la politique d'expansion précédente du Gouvernement, liée à la mentalité de consommation qui se répandit à une allure accélérée parmi la population, accumula un nombre important de factures à régler. Les statistiques font état de certains faits alarmants tels que la polarisation de la société et un taux de naissance en décroissance continue. Les dispositions législatives du type inaugurées sous l'impulsion des gouvernements du temps de Charles de Gaulle en France en faveur des familles nombreuses, édictées plus récemment en Hongrie, ne purent redresser la balance négative car elles n'exerçaient un attrait que pour les couches inférieures de la société. Les institutions, notamment le système éducatif et les organismes de planification — comme dans la plupart des pays à ma connaissance — apparaissent comme désarmées en face de ces nouveaux problèmes, tout spécialement dans le contexte de la situation politique et économique du monde d'aujourd'hui.

Charles POLONYI.
Budapest, mars 82.

PROFESSION OU MÉTIER D'ARCHITECTE

1. LES OBJECTIFS

Concevoir et construire les maisons des hommes, prolonger ou créer la ville, recréer les établissements humains en milieu rural, c'est la part de participation à la vie de la société qui fut, qui est et qui sera toujours le lot d'une catégorie d'hommes dont l'activité est irremplaçable.

Ce qui ne signifie pas que cette activité doit être figée, mais au contraire insérée dans une réalité vivante, en constant devenir.

Ces hommes (au sens large) ce sont les architectes, les urbanistes, les paysagistes, les architectes d'intérieur, les ingénieurs, les promoteurs publics et privés, les réalisateurs, les états-majors responsables des services de l'Etat, les économistes, les financiers, les représentants de la population, les industriels. Tous font œuvre de création, mais pas toujours tous ensemble, tant s'en faut, et c'est dommage pour l'habitat des hommes.

Mal à son aise au milieu de cette cohorte présentement hétéroclite, le petit groupe des architectes se replie frileusement sur lui-même et se survit — mal — à lui-même en s'accrochant à des formes anciennes de fonctionnement qui, petit à petit, l'étouffent.

Quelles sont ces structures malthusiennes et pourquoi sont-elles un frein à l'épanouissement de ces hommes qui, pour beaucoup d'entre eux, cherchent comment libérer leurs possibilités de création.

Certaines forces qui actuellement s'opposent à cette libération sont extérieures à eux, mais d'autres sont contenues dans l'actuel mode d'exercice de la profession.

Je voudrais ici analyser certains symptômes essentiels de la maladie de cette profession — en commençant comme il est normal en médecine par une description anatomique du corps malade ; nous parlerons ensuite des remèdes puisqu'aussi bien chacun les cherche, à commencer, ce qui est nouveau, par les hommes qui nous gouvernent.

I. STRUCTURE ET ANATOMIE DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE

- Nature et dimension de l'outil de travail
- Hétérogénéité du corps social des architectes

En secteur privé, la cellule de travail des architectes c'est l'agence d'architecture. Les architectes libéraux les dirigent : les architectes salariés les animent. Les agences représentent 85 % des emplois d'architectes diplômés.

En secteur public, les architectes travaillent dans les établissements universitaires, les services parisiens ou provinciaux de la direction de l'architecture, certains services des autres administrations et, notamment, les services extérieurs du Ministère de l'Urbanisme et du Logement, les collectivités locales où ils sont très peu nombreux. Le secteur public emploie 15 % des architectes diplômés.

En 1973 et 1974, années où la crise a frappé de plein fouet le monde de la construction, mais où la profession était encore organisée comme pendant la période d'abondance :

- 8 sur 10 cabinets d'architectes avaient moins de 10 personnes (80,9 %)
- 4 sur 10 cabinets d'architectes n'excédaient pas 3 personnes (43,2 %)
- 2 sur 10 cabinets se réduisaient à la seule personne de l'architecte (18,4 %)
- les grosses agences atteignant ou dépassant 30 personnes ne formaient que 3,2 % de l'ensemble des agences.

• Rendement de l'outil de travail

Près de la moitié des agences avaient un chiffre d'affaires inférieur à 500.000,00 F et 1 agence sur 10 avait un chiffre d'affaires inférieur à 50.000,00 F ; 12,3 % des agences dépassaient le chiffre d'affaires de 7 millions annuellement.

Chacun sait que la situation s'est gravement détériorée pendant la période de 1974 à nos jours dans le sens général d'un rétrécissement des agences, du chômage des architectes jeunes et moins jeunes, d'une baisse dramatique des chiffres d'affaires des petites agences toujours plus nombreuses — au point qu'on ne compte plus les patrons-architectes libéraux ne touchant que le SMIC à la fin de chaque mois —, d'une instabilité plus accentuée de la commande qui entretient le chômage et empêche donc toute gestion ou adaptation convenable de l'outil de travail.

EFFECTIFS DES AGENCES ET ORIGINE PRINCIPALE DES MISSIONS - EN 1974 -

	Ensemble		Publique		Privée		Egalité	
			%		%		%	
ENSEMBLE	1273	526	41,3	628	49,3	119	9,4	
1 à 3 personnes	511	164	32,1	318	62,2	29	5,7	
4 à 9 personnes	502	227	45,2	222	44,2	53	10,6	
10 à 19 personnes	168	83	49,4	62	36,9	23	13,7	
20 à 29 personnes	48	28	58,3	12	25,0	8	16,7	
30 personnes et plus	44	24	54,5	14	31,8	6	13,6	

On voit que la commande privée représentait à l'époque 49,3 % + 4,7 % = 54 % et la commande publique 41,3 % + 4,7 % = 46 % de la commande globale, et que les 54 % étaient répartis sur un grand nombre de petites agences, tandis que la commande publique, c'est-à-dire les 46 %, revenait à un petit nombre d'agences.

A l'époque, et toutes proportions gardées c'est encore vrai aujourd'hui, la commande publique concernait des ouvrages importants ou très importants, ce qui influait sur l'organisation des agences bénéficiaires et, en premier lieu, sur leur dimension : les financements publics déterminaient l'accroissement de la taille de l'agence, ce qui créait des conditions favorables à la reconduction ou au renouvellement dudit financement par les mêmes commanditaires.

En termes d'argent on peut dire qu'à l'époque «les grosses agences bénéficiaient deux fois plus souvent de la commande publique que les petites, ou plus exactement qu'elles assuraient grâce à la commande publique l'essentiel de leurs ressources dans une proportion double des petites agences».

Si les effectifs des agences ont généralement diminué aujourd'hui par rapport à ceux de 1974, il n'empêche que la répartition entre les grosses agences, les moyennes agences et les petites agences est peu différente aujourd'hui de ce qu'elle était à l'époque, à ceci près cependant que les grosses agences ont tendance à compenser une commande publique moins importante en recherchant un complément dans la commande privée qui est elle-même en diminution sensible, et que, très souvent, les agences de 1 à 3 personnes sont devenues des agences avec un architecte seul — qui vit chichement.

Quelles sont les conclusions qu'on peut tirer de ces premières constatations ?

Essentiellement que les architectes sont pour une large majorité les patrons de petites ou très petites agences, alimentées essentiellement par une commande privée hésitante, et que ceux d'entre nous qui dirigent de grandes agences largement alimentées par la commande publique sont proportionnellement peu nombreux.

Un journal du matin disait assez abruptement, à propos des architectes, le lendemain de la journée d'action UNSFA du 14 avril dernier : «Il y a 18000 architectes — Un millier de notables et beaucoup de chômeurs»...

• Implantation des agences sur le territoire et paradoxe de la commande

Il faut ajouter, pour avoir une vision économique-géographique du «corps social» des architectes, qu'en 1974, au moment du déclenchement de la crise :

- 6 % des agences étaient installées dans des communes de moins de 10000 hab.
- 10 % dans des communes de moins de 20.000 hab.
- 77,4 % dans des communes de 100000 hab. ou plus (dont Paris à elle seule : 45,3 %) ;

et qu'aujourd'hui la chute de la construction de logements a été la plus forte dans les grandes aires urbaines (60 % à Paris — 39 % dans les villes de plus de 400000 habitants) et que c'est dans ces aires qu'exercent toujours la majorité des architectes, alors que les mises en chantier ont augmenté de 46 % dans les communes rurales, où ils s'implantent peu volontiers.

- Crise endémique chez les architectes
- Crise économique et qualité architecturale

Les architectes, à part de très rares exceptions, n'ont jamais su, ou jamais pu, se donner le moyen de surnager dans la tourmente économique et financière d'après guerre qui a bousculé toutes les échelles de la production — y compris celle du domaine bâti. Ils ont sombré : pauvre image de l'artiste fou ou médiocre, inutilisables partenaires technologiques, fétus économiques cramponnés à une représentativité sociale surannée.

Ces mêmes architectes sont aujourd'hui, et pour comble, acculés du fait de la crise générale à une situation économique grave, dans le même temps où l'enseignement né des événements de Mai 68 contribue à enrichir, quoi qu'on en pense, et à vulgariser l'approche théorique de l'architecture et où les mêmes remue-ménages d'idées qui ont permis les réformes de l'enseignement de 1968 et qui l'ont suivi se sont traduits sur le terrain, spécialement en matière de logements sociaux, par une évolution positive qui a introduit au niveau d'un certain public, de décideurs, de certains maîtres d'ouvrage, les notions «de qualité architecturale» et de besoin d'architecture.

II. LA RECHERCHE DES SOLUTIONS

C'est en brandissant cette bannière de l'exigence de qualité architecturale pour l'habitat des Français, dans un climat de crise structurelle et économique pour les architectes et pour l'ensemble du bâtiment et des Travaux publics, et dans un esprit de recherche «des meilleures solutions pour la collectivité publique» pour le gouvernement, que se déroule à l'heure actuelle un débat vital pour les professionnels, et fondamental à terme pour le «citoyen utilisateur».

• Ce que propose l'Ordre des Architectes

L'ordre des Architectes qui continue d'œuvrer au nom d'un stéréotype unique de l'architecte qui ne tient aucun compte de la diversité des catégories de professionnels, l'Ordre qui se sait menacé, cherche à faire la démonstration de sa spécificité et de son utilité ; il veut rendre obligatoire le recours à l'architecte pour toutes les constructions parce que, «malgré les difficultés et les incertitudes de la période passée, la profession d'architecte en France, en nombre et en qualité, est en mesure de satisfaire la totalité des besoins collectifs et privés dès lors que la place et la fonction de l'architecte auront été clairement définies».

• Ce que propose l'équipe gouvernementale

L'équipe gouvernementale, en pleine période de réflexion fondamentale et de concertation, déclare (Jean Tribel) :

«Quand y a-t-il recours obligatoire ? Pour quels types de bâtiments ? Nous constatons qu'il faut y réfléchir à nouveau car après trois ou quatre ans d'application de la loi de 1977, il n'est pas prouvé que le recours obligatoire à l'architecte, tel qu'il a été appliqué, ait amélioré considérablement la qualité architecturale ; il n'est pas certain qu'il soit une bonne solution. Par contre, il est clair que chaque fois que l'on pourra faire comprendre l'intérêt de recourir à un architecte, la relation qui s'établira entre le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sera d'une nature différente : elle n'aura plus ce caractère trop souvent conflictuel.

[...] Nous nous préoccupons aussi de la définition du projet architectural. Telle qu'elle est donnée par la loi du 3 janvier 77, elle a contribué à vicier les rapports entre les architectes, les bureaux d'études techniques et les entreprises. Le projet architectural est en effet réduit à l'avant-projet sommaire, au geste architectural après lequel seulement commencerait le travail sérieux, fait (sous-entendu) par d'autres.»

• Que penser ?

D'un côté donc, une attitude revendicative auprès des pouvoirs publics : «Nous voulons que la loi impose le recours obligatoire à l'architecte pour toutes les constructions.»

De l'autre côté une attitude d'analyse et d'ouverture : «La loi de 77, en rendant obligatoire le recours à l'architecte pour le permis de construire de tout bâtiment de plus de 125 m², n'a pas empêché les maîtres d'ouvrage mal éclairés — ils sont légion — ou méfiants, de limiter l'intervention des architectes à cette phase de l'étude, et de se charger seuls de la suite de l'étude et de la réalisation.»

— Dans ces conditions, où est, pour l'architecte, l'intérêt du recours obligatoire puisqu'il aboutit très souvent à une mission partielle où l'architecte ni l'architecture ne trouvent leur compte ?

— Il est d'évidence souhaitable plutôt que d'obliger des maîtres d'ouvrages à recourir aux services d'un architecte lorsqu'il ne le souhaite pas, de faire en sorte qu'ils finissent par le souhaiter...

Cela nécessitera la mise sur pied d'une politique à moyen terme d'explication (journaux - télévision - radio), d'éducation auprès des élus dont la responsabilité en matière d'architecture va croître dans les mois qui viennent (éducation permanente), de réforme de l'enseignement, de recyclage des architectes ; cela nécessitera une puissante campagne de désintoxication puis d'éducation auprès des personnels des DDE.

En Angleterre, où aucune loi ne protège l'exercice de la profession, les architectes exécutent 80 % du volume construit (TP exclus - cf. Revue Architecte de février 79).

En France, où la loi de 1977 oblige à recourir à l'architecte, au moins pour le permis de construire (à partir de 175 m² construits), 70 à 80 % de la construction privée lui échappe... (Le Moniteur du 26 avril 82).

Par ailleurs, étant donné l'extraordinaire sous-équipement matériel et aussi intellectuel des agences en France (quel recours à la micro-informatique le petit architecte peut-il espérer puisqu'il n'a ni le temps ni l'argent nécessaire pour y faire appel et que l'écart entre lui et les organismes bien équipés ne pourra qu'augmenter, à moins que...), étant donné la compétence multiforme des grands bureaux d'études, étant donné les moyens en bureau de dessin et de calcul des grandes entreprises, étant donné les regroupements des grandes entreprises et les liens entre celles-ci et l'industrie et, d'un autre côté, étant donné l'exemple souvent désolant donné par beaucoup d'architectes au niveau de la maison individuelle, comment peut-on sans rire proclamer que, dans l'état actuel des choses, «la profession est en mesure de satisfaire la totalité des besoins collectifs et privés».

Il y a longtemps que l'ordre a laissé passer sa chance d'aider l'architecte à trouver sa place, pour lui-même et au service de la société. Tribel disait en février dernier : «Les architectes ont créé leur propre mythe et se sont isolés de par la dynamique propre de leur groupe ; ils reviennent maintenant sur le marché du travail et acceptent d'entrer dans d'autres types de pratique et dans d'autres structures, mais à des conditions normales de rémunération» (Le Moniteur du 15 fév. 82).

Et J.P. Duport, lors de la même interview : « Il y a actuellement des architectes chômeurs et beaucoup d'autres qui gagnent annuellement des sommes très faibles en regard de l'image opulente qui a circulé dans l'opinion et parmi les jeunes. Il faut que cette image soit abandonnée et remplacée par celle d'une profession comme les autres : on possèdera un titre d'architecte et on exercera l'architecture dans des cadres nouveaux. »

Et quand toutes ces mesures seront prises, cela nécessitera des mesures concrètes d'incitation qui sont parfaitement imaginables, et, bien évidemment, des mesures transitoires.

III. UNE PROFESSION COMME LES AUTRES

• ON EXERCERA L'ARCHITECTURE DANS DES CADRES NOUVEAUX

Nous vivons depuis le début de l'ère industrielle une transformation vertigineuse des sociétés, et nous devons, dans cette tourmente, aider les hommes à trouver les lieux où vivre heureux.

L'entreprise est immense : elle ne se situe plus au niveau de la nostalgie des architectes.

Si notre raison d'être est plus que jamais d'imaginer et de réaliser les cadres de vie pour le bonheur des hommes, nous avons découvert, ces dernières années, qu'il y a autant de « bonheurs » que d'individus, de familles dans tous les sens du terme, de collectivités, d'ethnies...

Comment a-t-on analysé le « bonheur » des populations algériennes d'Oran ou de Constantine qui, pour des raisons de saine gestion financière de telle ou telle entreprise européenne, couleront une existence déracinée à l'intérieur de leur propre pays dans les deux-pièces/cuisine d'une H.L.M. dessinée pour Aubervilliers ou les banlieues de Manchester ?

N'aurait-il pas été convenable que l'on prit langue auprès des principaux intéressés, les futurs habitants d'Alger, d'Oran ou de Constantine, sur la meilleure façon de préparer à ces paysans venus des Hauts Plateaux, un lieu de vie propre à leur faciliter une migration, généralement déchirante : le portrait robot du logement idéal n'eût pas été nécessairement le deux-pièces/cuisine d'Aubervilliers.

Il aurait été souhaitable que tel ou tel responsable algérien, français ou anglais fut averti des problèmes de la programmation à l'usage de l'habitat, avec son cortège d'analyses objectives, sociales, géographiques, etc., que les dirigeants et les élus algériens s'attèlent aux problèmes que leur pose leur démographie galopante en matière de logement = problèmes financiers, d'artisanat ou d'industrie du bâtiment, d'aménagement urbain et rural, d'énergie, de recherche, de moyens de calcul et de prévision, d'éducation des responsables, d'emploi... (Qu'on se rassure, il ne s'agit pas de s'ériger en donneur de leçons, et ces problèmes, les Algériens se les posent, mais comme c'est le cas dans notre propre pays, de façon assez technocratique : mais comme il est quelquefois plus facile de percevoir la complexité des choses chez les autres, je me suis permis de citer en exemple l'Algérie).

Si (ou quand) ces riches enquêtes et ces précieuses études ont réellement lieu, l'architecte doit-il attendre qu'elles soient closes pour intervenir ?

Non. Il doit faire partie prenante dans cette recherche et cette découverte.

Les architectes doivent être les hommes de l'environnement et pas seulement les spécialistes de l'espace construit : ils devront être de même culture, de même langage, de même passion, mais leurs formations complémentaires devront être à l'image des besoins si diversifiés qui existent depuis longtemps en matière d'environnement, mais dont nous avons aujourd'hui une conscience si claire que nous ne pouvons plus les ignorer.

Les hommes de l'environnement deviendront à tous les niveaux — locaux, régionaux, nationaux — et dans les domaines publics et privés, les interlocuteurs naturels des responsables administratifs, financiers, techniques, des élus, des réalisateurs, en gardant leur spécificité de spécialistes des problèmes des espaces à habiter et à vivre.

L'architecte « metteur en forme » sera l'un de ces hommes et sa production sera enrichie et renouvelée par sa participation à l'élaboration des programmes et par ses contacts nouveaux.

• Utopie que tout cela ?

C'est, au contraire, et autant que nous le sachions¹, la préoccupation des responsables du Ministère de l'Urbanisme et du Logement que de mettre ces idées en œuvre et c'est dans cette perspective qu'ils s'attaquent à la réforme de l'enseignement, à l'élargissement des domaines d'activités des architectes, à la définition du projet architectural aux problèmes de l'énergie dans l'habitat, à ceux de l'industrialisation du logement, de la participation, de la qualité architecturale, du projet, urbain², aux problèmes de la recherche, de la formation continue et des stages de formation pour étudiants, de la commande, de l'irrigation de tous les services publics par des architectes qui deviendront les interlocuteurs avertis des architectes libéraux, etc.

Nous sommes peut-être sur la bonne voie.

Philippe FOUQUEY.

NOTES :

1. Edith Aujame et moi-même avons rendu visite à Jean Tribal, Sous-Directeur de l'Architecture, et c'est pourquoi nous croyons pouvoir parler de l'esprit dans lequel l'équipe ministérielle mène son action. Nous savons qu'il y a quelquefois quelque distance des souhaits aux réalisations, mais nous gardons notre confiance.

2. C'est dans le cadre des Ateliers Publics que l'on s'attaquerait, avec plus de moyens que dans les agences privées, au problème de la ville. Le coup par coup des projets d'architecture ou des projets de recherche actuels ne permet pas de faire progresser assez vite ces questions d'intérêt public.

2. LES MOYENS

Dans sa lettre du 5 février 1982, Monsieur QUILLLOT, Ministre de l'Urbanisme et du Logement, souhaitait que la réflexion s'engage sur quatre points :

- L'amélioration de la qualité de l'architecture ;
- la liberté de la création architecturale ;
- la garantie de qualification des architectes ;
- la prise en compte de l'architecture par tous les professionnels et usagers.

Examinons les moyens actuels et à venir susceptibles de permettre la réalisation de ces objectifs.

L'ENSEIGNEMENT :

L'enseignement de l'architecture semble trouver un équilibre entre deux excès, entre ce qu'il était avant 1968 et ce qu'il fut immédiatement après. Si l'on peut entrevoir une prochaine loi cadre promise depuis vingt ans, peut-on espérer que les moyens en personnel enseignant, en locaux et matériels soient suffisamment accrus pour être similaires à ceux des autres grandes écoles, et permettre le niveau de qualité architecturale souhaité ?

La pluridisciplinarité existe au niveau du corps enseignant, elle devrait exister dans la pratique professionnelle (ateliers publics !), il serait donc opportun qu'elle existe au niveau des enseignés, ce qui suppose une liaison étroite avec l'Université. Si l'architecture, pour être diffusée, doit être prise en compte par un maximum de professionnels, son enseignement doit pouvoir être ouvert à toutes les disciplines qui débouchent sur la maîtrise d'ouvrage, programmation, gestion et réalisation du cadre bâti ; ce qui suppose des passerelles avec l'Université, et permet également un plus grand éventail de débouchés à l'enseignement de l'architecture.

Les futurs architectes ne doivent pas être coupés de la pratique professionnelle, administrative et financière. L'enseignement à plein temps et la réduction du volume de travail dans les agences ne permettent plus de « faire la place » dans ces

dernières, même une fois le diplôme passé.

Il est essentiel de prévoir des stages pratiques de formation en cours et en fin d'études afin d'éviter des désagréments tant au nouvel installé qu'à ses clients, c'est une des conditions de la compétence.

LA RECHERCHE :

La recherche architecturale est méconnue car peu développée, peu diffusée, et surtout extérieure aux préoccupations actuelles des professions concernées. Les milieux professionnels confondent deux objectifs parallèles, à savoir : un processus de création orienté vers la mise en forme d'un objet, et une démarche intellectuelle orientée vers le développement d'une connaissance rationnelle et expérimentale. La pratique dans la construction étouffe la recherche. Les professionnels ne veulent pas et ne peuvent plus assumer financièrement la recherche architecturale.

On distingue principalement trois axes de recherche : la recherche à finalité économique, la recherche fondamentale et la recherche en sciences de la vie et en sciences de l'homme.

Malgré la place de l'habitat à tous les niveaux de l'économie, la recherche à finalité économique n'existe pratiquement pas, l'expérimentation technologique restant inorganisée et disparate.

La recherche fondamentale, au niveau du processus de la recherche architecturale, peut être définie comme un certain degré d'abstraction susceptible d'être formulé selon des lois constituant un outil spécifique d'approche de la création architecturale. A ce niveau, un embryon de Milieu de recherche architecturale semble se former au sein des U.P. autour de quelques enseignants, essentiellement orienté sur les théories de l'espace architectural. Mais cette recherche est coupée de la réalité par manque de communication et d'échange avec les milieux professionnels.

La recherche en sciences de la vie et en sciences de l'homme existe, elle est complexe pour des questions de méthodes, de mesures et d'idéologie, elle est pluridisciplinaire, et deviendra probablement l'instrument d'élaboration des futurs objectifs de la recherche en général. Cette recherche qui concerne directement l'environnement n'est malheureusement pas rattachée aux professions qui devraient l'utiliser et la traduire spatialement.

La recherche est un moyen pour décloisonner la pratique architecturale du coup par coup au profit d'une programmation continue.

Pour mettre sur pied une recherche architecturale étroitement liée à une recherche en urbanisme, il ne s'agit pas seulement de libérer des moyens financiers, faut-il encore les décentraliser au même titre que les équipes de recherche, le potentiel universitaire, et le pouvoir de décision.

Sinon l'ensemble des professionnels du cadre bâti restera non sensibilisé à la recherche et le mouvement d'urbanisation ne saura être freiné.

Grâce à la recherche, l'architecture et l'urbanisme peuvent apporter leur pierre à l'évolution de la Société dans une perspective écologique globalisante, afin de permettre, entre autres, une diminution des contraintes, le développement de « l'adaptabilité » des activités, la « despécialisation », l'autonomie maximum de chaque niveau d'organisation de la Société, et le développement de la créativité. Le développement de la « Recherche Architecturale » est vital pour la Société et son évolution dans un cadre qui soit en harmonie avec elle.

LA FORMATION PERMANENTE :

Les milieux professionnels essayent de la faire survivre au G.E.P.A., mais elle n'est pas généralisée, ni obligatoire, que ce soit pour les plus jeunes qui manquent de pratique, les plus anciens qui n'ont pas suivi l'évolution des techniques et méthodes de travail, ou pour les agrées qui restent cantonnés dans une pratique restrictive... Enfin elle manque de moyens financiers, n'étant actuellement pas l'une des préoccupations de la profession et encore moins de l'Etat.

Les objectifs de la formation permanente devraient être :

- 1°. Donner un complément de formation à l'enseignement de l'Ecole.
Faire face aux mutations dans le monde actuel aux plans de :
 - la compétence technique ;
 - la gestion administrative et économique ;
 - l'aptitude au changement : esprit d'ouverture, possibilité de reconversion, marchés nouveaux.
- 2°. Créer un lieu d'échange et confrontation d'idée dans un confraternel.
S'ouvrir sur l'extérieur.
- 3°. Permettre un développement personnel.
- 4°. Mettre sur pied une recherche confraternelle.

LES CONCOURS

Une moralisation de cette procédure est demandée par l'ensemble de la profession. Les concours sont lancés abusivement sur de tous petits programmes, alors que les projets importants sont souvent attribués directement grâce à des subterfuges de l'Administration.

Le mépris des textes concernant l'indemnisation des candidats non retenus épuise financièrement les cabinets.

Les critères de sélection trop souvent exclusivement économiques et la composition des jurys trop souvent absente de professionnels qualifiés ne favorisent pas une meilleure qualité architecturale, objectif initial de la procédure. Les missions et pièces à rendre sont trop souvent mal définies, volontairement équivoques ou abusives. Le manque de réelle programmation, ou une programmation trop stricte ne permettent pas non plus le développement de la qualité architecturale, mais entraînent le plus souvent des prestations complémentaires de conception par une remise en question partielle ou totale des projets. La participation des usagers au niveau du programme comme à celui du jugement est trop généralement exclue.

ATELIERS PUBLICS :

Leur mise en place est fondamentale pour la décentralisation du cadre de vie, de la recherche, des décisions administratives et techniques. Les Ateliers Publics peuvent être également le lieu de rencontre privilégié des usagers, mais également entre architectes salariés et architectes libéraux, ces derniers se plaignant à juste raison de manque d'interlocuteurs ayant leur langage au sein des administrations. Les Ateliers Publics peuvent surtout permettre une programmation continue génératrice de nouveaux marchés, et surtout de qualité architecturale en regard de la politique actuelle du coup par coup.

Il y a par contre un risque énorme de voir ces Ateliers Publics n'être que la subdivision des structures administratives actuelles avec peu d'architectes, la fonctionnarisation d'architectes de façon dévalorisante (au plan de l'échelle des salaires) et sans plans de carrière ni statut.

Il serait plutôt souhaitable de redéfinir des administrations nouvelles par regroupement de structures en place et agences locales. L'exercice libéral par contrat avec les ateliers publics est même souhaitable, car souple il permet aussi bien l'intégration des jeunes que le renouvellement des équipes. Le développement de structures fonctionnelles pluridisciplinaires souples est préférable à la définition d'un modèle figé unique, surtout si ce modèle ne devait être que la copie conforme fonctionnarisée des agences actuelles.

Les quatre objectifs souhaités par le Gouvernement ne peuvent être assurés que par une réforme profonde et globale de l'enseignement, de la recherche, de la formation permanente, et d'une pratique plus collective et plus ouverte de la pratique professionnelle, toutes choses étroitement liées et actuellement sans statuts.

CONTRIBUTION A UN DÉBAT SANS CESSER RENAISSANT : « L'ARCHITECTURE MODERNE » PROGRÈS OU RÉGRESSION ?

Anatole Kopp, professeur à l'Université de Paris VIII.
Participation à un débat au Royal College of Arts à Londres sur le thème : *The modern movement, a death dance of principles.*

Le 4 février 1982 - Traduction à partir du texte anglais.

...

Il existe aujourd'hui dans les publications architecturales et dans l'enseignement de l'architecture un discours que l'on entend de plus en plus. Ce discours annonce que l'architecture et l'urbanisme « modernes » ont détruit un environnement où régnait l'harmonie. L'industrialisation a créé le chômage, la consommation croissante d'énergie va faire de notre planète un monde lunaire et sans vie. Ah ! que les villes anciennes étaient agréables avec leurs égouts à ciel ouvert, leurs porteurs d'eau et leurs épidémies. En ce temps-là, la peste noire se chargeait de la régulation démographique, mieux que la pilule, gratuitement et sans ordonnances. Qu'on était bien chacun dans sa hutte de torchis ou de branchages, « auto-construite » et exprimant librement la personnalité de ses habitants. Qu'on était bien sans règles, sans techniciens, sans médecins, dans une « architecture sans architectes » ! C'était le bon temps...

C'était tellement le bon temps qu'il faut d'urgence y revenir. Alors tirons un trait sur cent années de recherches qui, de Labrouste à Bruno Taut, de Paxton à Le Corbusier, de Ebenezer Howard à Milioutine, ont cherché à faire bénéficier les humains des progrès de la technologie, de la rationalité et du progrès social. Revenons à l'artisanat, à la terre, au toub, à la pierre de taille, aux « fenêtres verticales démocratiques »¹. Brûlons Giedion et Benevolo, laissons le hasard diriger la créativité, fabriquons l'imprévu, réhabilitons la « Grande Ecole des Beaux-Arts » assassinée en mai 1968, imitons, copions les anciens... Ça s'arrangera toujours pour fonctionner à l'intérieur.

Certes personne n'a jamais présenté tous ces arguments dans le cadre d'une proposition globale et unique. Mais nombre de ces arguments ont été utilisés par différentes personnes unies, dans une commune volonté de dénigrement de TOUTES les idées et de TOUTS les principes de « l'architecture moderne ». Soyons clairs, les énormes complexes d'habitation, les « Grands Ensembles », comme nous les appelons en France, ne sont pas le produit de « l'architecture moderne », ils en sont tout au plus la monstrueuse caricature, pas plus que ne représente « mouvement moderne » le projet d'un architecte français bien connu pour le siège du parlement européen à Luxembourg. « L'architecture moderne » dont je parle est le produit d'une période bien définie, celle des années vingt et du début des années trente de notre siècle. C'est alors que s'est manifesté fortement le besoin de solutions nouvelles. C'est alors que la « nouvelle architecture » — on disait *das neue Bauen* dans l'Allemagne de l'entre-deux-guerres — a été inventée, expérimentée et théorisée par un petit groupe d'architectes, de praticiens et de penseurs. Ce n'est qu'à la suite d'un malentendu — ou avec la volonté délibérée de la condamner — que la production de la période de l'après Deuxième Guerre mondiale peut être assimilée à « l'architecture moderne ».

Dans quelle mesure les principes de cette architecture née des bouleversements qui suivirent la Première Guerre mondiale peuvent-ils encore servir de ligne directrice aujourd'hui ? L'histoire des cinquante dernières années peut, en partie tout au moins, répondre à cette question. L'héritage du « mouvement moderne » a été fructueux dans certains domaines, infructueux dans d'autres.

Les aspects fructueux me semblent être les suivants :

1. Tentative de « dé-subjectiviser » l'architecture ; de trouver des méthodes rationnelles et scientifiques de création.
2. Etude des nouveaux modes de vie résultant des transformations sociales dans les pays industrialisés intervenus à la suite de la Première Guerre mondiale et efforts dans le sens de l'invention d'une architecture correspondant à ces modes de vie.

3. Introduction de l'industrialisation dans le domaine du bâtiment.
4. Abandon de l'idée qu'il existe des « MODÈLES » hérités du passé et considérés comme « éternels ».
5. Coopération internationale et échange d'expériences.
6. Et, point particulièrement important, la relation existante entre « l'architecture moderne » et l'avant-garde politique et sociale dans la plupart des pays industrialisés.

Par contre, je considère comme infructueux les aspects suivants :

1. L'idée que la forme architecturale n'est que la résultante de solutions fonctionnelles correctes.
2. Ignorance délibérée des fonctions sociales de la forme architecturale.
3. Oubli de la « spécificité » des villes historiquement constituées, des relations nécessaires entre leurs différents composants et tentative de résoudre le problème de la « ville moderne » par des méthodes purement mécaniques et quantitatives.

1. SCIENCE ET RATIONALITÉ

Faut-il rappeler que personne, à l'exception des « modernes », n'a jamais tenté d'appliquer à l'architecture les méthodes utilisées dans les sciences humaines et particulièrement en sociologie ? Hannes Meyer, au Bauhaus, avait introduit ces méthodes dans son enseignement et dans sa pratique professionnelle. Ceci a permis de répondre avec plus de précision à la demande, tout particulièrement dans l'habitat « de masse » où l'on ne connaît pas l'utilisateur futur.

Certes personne ne songerait aujourd'hui à adopter telle quelle la méthode préconisée par M. Guinzburg, le chef de file des « constructivistes » soviétiques, et appelée en son temps : « Méthode Fonctionnelle »². Il ne faut pas oublier néanmoins qu'à son époque cette méthode a constitué un énorme pas en avant si on la compare avec l'approche subjectiviste alors prédominante. Un autre membre du mouvement « constructiviste », Nicolas Krassilnikov, écrivait à la même époque :

« L'architecture contemporaine est dans une impasse parce qu'elle ne s'appuie pas sur une méthode précise et scientifique. [...] J'essaie, par les moyens de l'analyse mathématique [...] et des mathématiques statistiques de tirer des conclusions qui permettront de régler la forme architecturale.³ »

Et de ces tentatives de faire de l'architecture une science, on pourrait donner de nombreux exemples.

2. NOUVEAUX MODES DE VIE

L'étude des nouvelles habitudes, du nouveau mode de vie, est caractéristique de la période qui a suivi immédiatement la Première Guerre mondiale. Les structures sociales avaient changé dans les pays industrialisés. L'architecture et l'urbanisme devaient prendre en compte les aspirations des classes sociales qui apparaissent à cette époque faiseuses potentielles d'histoire. En Union Soviétique où la révolution d'octobre avait complètement inversé la pyramide sociale, la « RECONSTRUCTION DU MODE DE VIE » (Perestroika byta) devient un objectif majeur dans les années post-révolutionnaires. Pour M. Guinzburg comme pour tous les membres du mouvement « constructiviste » l'architecture avait un nouveau but :

« Si, pour les vieux architectes, le but c'est la commande qui leur est confiée et qu'il s'agit pour eux de mettre en forme, [...] les constructivistes quant à eux approchent le problème du but en tenant le plus grand compte des différences, des changements qui se produisent dans les habitudes qui résultent de notre mode de vie [...]. Pour nous le but n'est pas l'exécution de la commande en tant que telle mais le travail en commun avec le prolétariat, la participation aux tâches de l'édification d'une vie nouvelle, d'un mode de vie nouveau.⁴ »

C'est ainsi que se présentaient les choses en Union Soviétique. Mais l'on pouvait observer des orientations similaires dans d'autres pays. En Allemagne, l'idée d'une « Nouvelle culture de l'habitat » (*Eine neue Wohnkultur*) est un élément important du programme du parti social-démocrate pour lequel de nouvelles habitudes de vie devaient être introduites dans la vie quotidienne, introduction dans laquelle les architectes avaient leur rôle à jouer. Le même mouvement peut être observé en Autriche à la même époque. L'accent est mis sur des équipements sociaux induisant de nouvelles pratiques sociales et de nouvelles habitudes. Même dans les pays où le changement politique fut de peu d'ampleur après la guerre, comme la France par exemple, on peut observer dans l'œuvre des rares membres du « mouvement moderne » — Le Corbusier, Jeanneret, André Lurçat — une grande attention portée à l'émergence des nouvelles pratiques sociales. Qui, à l'exception des architectes « modernes », se préoccupait alors de la véritable révolution dans les structures sociales qui se déroulait dans l'Europe des années vingt ? Certes pas l'École des Beaux-Arts, ni l'Institut, ni les cent Ecoles des Beaux-Arts créées à l'image de celle de Paris et disséminées à travers le monde ?

3. INDUSTRIALISATION DU BÂTIMENT

On sait qu'il est de bon ton aujourd'hui de considérer que l'industrialisation du bâtiment a été un phénomène néfaste et que la responsabilité en revient au « mouvement moderne ». Ceci ne peut être affirmé qu'en abandonnant toute référence à

l'histoire économique, qu'en considérant que certains domaines — celui de l'architecture en particulier — peuvent par le simple jeu des bons sentiments, être protégés contre les effets de l'évolution économique générale qui a révolutionné l'ensemble de la production, du vêtement à l'ameublement, des transports à l'industrie du bâtiment. Certains pensent qu'il faut en revenir aux anciennes techniques, au « fait main », aux méthodes artisanales que la révolution industrielle a graduellement éliminées. Ceci est en premier lieu **impossible**, en deuxième lieu **non souhaitable**.

Impossible parce que l'on ne peut pas faire tourner en arrière la roue de l'histoire ; non souhaitable parce que l'industrialisation, née du génie des hommes, a été dans l'ensemble **bénéfique**. Faut-il rappeler l'accroissement de l'espérance de vie qui s'est produite au cours du siècle passé ? Que cette espérance de vie est plus longue dans les pays développés — c'est-à-dire industrialisés — que dans les pays « sous-développés », ceux où l'industrialisation n'a pas encore produit ses effets ? Certes la « Société de Consommation » a souvent utilisé les moyens de l'industrialisation pour vendre à des clients toujours plus vastes, des produits inutiles, mais il est plus important de constater que l'industrialisation a apporté, à la majorité de la population des pays développés, des éléments de confort comparables sinon meilleurs à ceux réservés au XIX^e siècle à une minorité de privilégiés.

Les adversaires de l'industrialisation parlent d'une soi-disant « Perte de savoir » qui expliquerait la mauvaise qualité de la production actuelle, si on la compare à celle du « Bon vieux temps ». Une fenêtre en aluminium, hermétique, insonore et fonctionnant avec précision est-elle le produit d'un savoir moindre que celui qui a présidé à la fabrication d'une fenêtre en bois faite à la main ? Y a-t-il perte de savoir quand un ouvrier manœuvre une grue ou une excavatrice ? Valait-il mieux faire les terrassements à la main ? Valait-il mieux porter les briques à dos d'homme au sixième étage ?

4. MODÈLES HÉRITÉS DU PASSÉ

Le « mouvement moderne » a fait la preuve, dans ses projets et dans ses réalisations, que la forme architecturale ne devait pas être une « boîte » préconçue dans sa forme — même si les règles du classicisme ont présidé à sa conception — boîte dans laquelle on ferait entrer de force — pour le meilleur ou pour le pire — les volumes nécessaires au bon fonctionnement de l'ouvrage projeté. Certes il est vrai que quelques membres du « mouvement moderne »⁵ ont pensé que la forme architecturale pouvait être presque automatiquement déduite du programme fonctionnel comme on déduit la solution d'un problème mathématique et qu'il n'y avait qu'une solution si le

problème était correctement posé. Une telle approche fut l'une des faiblesses du « mouvement moderne », mais il ne faut pas oublier pour autant que cette technique d'analyse fonctionnelle a aussi produit des chefs-d'œuvre comme les projets de concours de Le Corbusier pour le Palais de la Société des Nations ou pour le Palais des Soviets dans lesquels chaque fonction est exprimée par une forme qui participe à l'harmonie générale de l'ensemble. Les projets traditionnels présentés à ces concours — les « Post-Modernes » ou les « Néo-classiques » de l'époque — étaient-ils meilleurs ?

5. COOPÉRATION INTERNATIONALE

On a parfois appelé la production du « mouvement moderne » architecture « internationale ». Au fil des années ce terme a acquis une connotation péjorative. Peut-on pour autant oublier que, pendant les années vingt et le début des années trente, il a signifié « coopération internationale », ce qui ne signifiait nullement que la même architecture devait être répétée partout, mais que les expériences, les discussions, les critiques et l'information devaient sortir du cadre étroit des frontières nationales. On peut critiquer la Charte d'Athènes — et nombre de membres du « mouvement moderne » l'ont fait et en ont montré les insuffisances, mais ce produit inachevé du IV^e congrès des CIAM peut-il nous faire oublier les autres aspects de ces congrès qui avaient nom « Echange d'expériences et soutien mutuel » en un temps où les CIAM constituaient véritablement un mouvement d'avant-garde ? Enfin, et c'est là un des points les plus importants, peut-on oublier que s'il y eut jamais une architecture internationale ce fut bien celle du classicisme pour lequel les règles de la composition architecturale étaient les mêmes à Rome et à St-Petersbourg, dans la Russie de Staline comme dans l'Allemagne d'Hitler ? Oui, en effet, l'architecture classique a été — et redevient semble-t-il — le véritable « Style International ».

6. ARCHITECTURE ET POLITIQUE

Dernier point enfin — mais c'est loin d'être le moins important — je crois nécessaire d'insister sur les aspects politiques du « mouvement moderne », sur ses liens avec la pensée et l'action progressistes de la période de l'entre-deux-guerres. C'est le « mouvement moderne » qui s'est préoccupé des besoins de l'immense majorité de la population et qui a fait pénétrer, dans le domaine de l'architecture, les problèmes de l'habitat de masse, de l'école pour tous, etc., à une époque où l'Architecture (avec un grand A) ne s'occupait que des programmes exceptionnels. Peut-on oublier l'étroite collaboration entre le « constructivisme » soviétique et les autorités politiques, leur souci commun de ce que l'on appelait alors la « RECONSTRUCTION DU MODE DE VIE » ? Peut-on oublier que, dans la République allemande de Weimar comme en Autriche au lendemain de la Première Guerre mondiale, le

parti Social-Démocrate a considéré l'habitat comme une partie importante de son programme politique et que, sous l'impulsion de ce parti, des réalisations révolutionnaires telles que le Karl Marx Hof à Vienne ou le « Nouveau Francfort » ont été projetés et construits ? Peut-on oublier que, dans la plupart des pays industrialisés, des liens solides ont existé entre l'idéologie du « mouvement moderne » et les organisations politiques « de gauche » ? Faut-il rappeler que c'est en Union Soviétique qu'Ernst May, l'architecte en chef de Francfort, a cru pouvoir continuer son œuvre, et qu'il en fut de même de Le Corbusier, d'André Lurçat et de nombre d'autres ?

Pendant toute la période de l'entre-deux-guerres il allait en quelque sorte de soi d'assimiler l'architecture « moderne » à la gauche politique et les nazis, lorsqu'ils vinrent au pouvoir en 1933, ne s'y trompèrent pas lorsqu'ils dénoncèrent le « *Kultur-bolschevismus* » et ajoutèrent un toit en pente et des fenêtres « verticales » au bâtiment du Bauhaus.

Tels furent les aspects fructueux de « l'architecture moderne ». Mais d'autres aspects, je l'ai indiqué plus haut, furent infructueux.

7. LA FORME SUIVIT LA FONCTION

L'idée de l'émergence automatique d'une forme architecturale valable a incité nombre de membres du « mouvement moderne » — mais non pas Le Corbusier — à se désintéresser des aspects formels et esthétiques de l'architecture et de ne la considérer que sous ses aspects technico-constructifs et fonctionnels. C'était là, incontestablement, négliger une composante importante de la création architecturale.

8. FONCTION SOCIALE DE LA FORME

Mais ce désintéret découlait pour l'essentiel du mouvement de pendule bien connu qui veut qu'on aille d'un excès à l'autre. L'architecture classique, telle qu'elle fut pratiquée au XIX^e et au XX^e siècles — dans sa forme dégénérée — donnait aux problèmes de forme le rôle primordial. Quoi d'étonnant alors si, en réaction contre cette attitude, le « mouvement moderne » s'est orienté dans un sens opposé et a, dans une certaine mesure, négligé les problèmes de la forme et des fonctions sociales de celle-ci ?

9. LA VILLE ET SA SPÉCIFICITÉ

Pour nombre de critiques et de théoriciens comme pour nombre d'architectes, la Charte d'Athènes est la source de tous les maux dont souffre l'urbanisme. Les membres des CIAM qui, en 1933, conclurent un compromis — c'est bien ce que fut la Charte d'Athènes — sont accusés d'être responsables du cadre bâti d'aujourd'hui, de son inhumanité, de sa monotonie, de ses aspects ségrégatifs.

Lorsqu'en juillet et août 1933 les membres des CIAM se réunirent à bord du Patris II, à Athènes et à Marseille, pour discuter du thème retenu pour le congrès : « La ville fonctionnelle », leur but était d'introduire dans la planification des méthodes scientifiques et rationnelles débouchant sur des règles de pratique opérationnelle adaptables aux divers cas particuliers. Il est impossible, dans les limites de ce texte, de répondre à tout ce qui a été dit contre la Charte d'Athènes. Peut-on néanmoins rappeler que le « Zoning » (un des aspects considérés comme néfastes de l'urbanisme « moderne ») n'est nullement une invention des CIAM, que cette pratique existait bien avant le congrès de 1933 et que ce n'est là que l'un des aspects de la Charte.

Puis-je me permettre également de dire que, quel que soit le plaisir que l'on peut prendre à lire les textes de Leo Krier ou à regarder ses images, pour Brème ou pour d'autres villes⁶, l'idée qu'il est possible de « reconstruire » une ville en supprimant le zoning et en la divisant en communautés auto-suffisantes de 15.000 habitants au maximum (et de 35 hectares) est purement utopique parce que — entre autres raisons — elle ne prend absolument pas en compte les fonctions d'une ville de notre temps. Or c'est là précisément ce que les membres de CIAM tentaient d'analyser lorsque, dans le cadre du congrès, ils voulaient entreprendre l'étude de plus de 30 villes existantes présentées par les diverses délégations nationales.

Les images de Krier négligent des composants essentiels des villes d'aujourd'hui : les transports inter-urbains, les équipements commerciaux, l'industrie, etc. Il est certes facile de la faire si l'on admet l'hypothèse centrale de Krier : LA DISPERSION DE L'INDUSTRIE ET SON REMPLACEMENT PAR L'ARTISANAT. La pollution que peuvent créer des implantations industrielles à proximité de l'habitat n'est bien sûr pas un problème pour Krier puisque l'industrie n'existe pas dans sa ville idéale, ni non plus les autres éléments urbains qu'il néglige et qui, pourtant, existent et ne sont pas prêts de disparaître.

Mais, même si l'on accepte la version simplifiée que les adversaires du « mouvement moderne » présentent de la Charte d'Athènes, même si l'on admet que nombre de ses aspects sont négatifs ou insuffisants, peut-on vraiment croire que le cadre bâti d'aujourd'hui est le résultat de l'application des principes de la Charte ? Qui peut aujourd'hui croire que c'est l'idéologie qui commande l'économie ? Qui peut croire que la spéculation foncière, le rôle des banques, des sociétés multinationales, du capitalisme pour appeler les choses par leur nom, que toutes ces hypothèses qui pèsent sur la ville contemporaine ne seraient que le produit de quelques pages écrites il y a plus de quarante ans ? Mais cet aspect des choses qui est la seule véritable explication de la situation actuelle en matière d'organisation urbaine est sans doute trop « matérialiste » pour tous ceux qui croient qu'une ville n'est qu'une combinaison de « Rues et de Places ». Qui peut croire qu'ils y croient vraiment ?

Qui veut tuer son chien l'accuse d'avoir la rage. Qui veut se débarrasser des méthodes scientifiques et rationnelles en architecture et en urbanisme accuse le « mouvement moderne » d'être responsable du cadre de vie d'aujourd'hui. Les banques, les multi-nationales devraient être reconnaissantes envers les « penseurs » de la « ville désindustrialisée ». Il faut, je pense, se souvenir que c'est sous la présidence de V. Giscard d'Estaing que le « Post-Modernisme » et « l'Historicisme » ont commencé leur ascension. Dans tous les pays industrialisés ces thèses ont coïncidé avec la crise économique. Tous les gouvernements ont alors réduit les crédits consacrés à l'habitat social et à ses équipements, mais il était gênant d'admettre que c'était dans ce domaine que l'on ferait des économies. L'explication a été trouvée grâce aux « Post-Modernistes » et aux « Historicistes ». Les crédits consacrés à l'habitat social n'allaient pas être réduits pour des raisons économiques mais pour des raisons architecturales ; parce que l'habitat social était architecturalement mauvais !!!

Certes il est vrai que nombre de membres du « mouvement moderne » ont négligé — le fait est aujourd'hui prouvé — qu'il y a quelque chose de spécifique concernant les villes — ce que certains appellent l'urbanité —, mais peut-on pour autant négliger tout les aspects nécessaires du mode de vie contemporain, réduire la notion de ville à « des rues et des places », refuser de prendre en considération les méthodes actuelles de planification et ne prendre en compte que les formes urbaines traditionnelles et classiques, ce qui mènerait notre civilisation à des catastrophes comparables — sinon plus grandes encore quoique d'une nature différente — à celles nées du capitalisme.

...

On peut constater aujourd'hui en France les succès remportés par ce que l'on peut appeler — peu importe le nom — le « Post-Modernisme », l'« Historicisme » ou simplement le « Kitsch ». Ceci peut être observé dans les écoles d'architecture, dans les expositions, mais aussi dans la réalité construite. Un très sérieux colloque organisé dans les bâtiments du Sénat français à l'initiative de l'Institut Français d'Architecture⁷ a été consacré en grande partie à des communications sur cette soi-disant « Nouvelle » architecture. Mais ce que l'on a entendu allait bien au-delà des attaques habituelles contre « l'architecture moderne ». C'est globalement toute la pensée progressiste du premier tiers du XX^e siècle qui fut « jetée dans les poubelles de l'histoire ». Parmi ces « nouvelles directions » de la pensée architecturale, l'une prenait pour cible les mesures prises dans le domaine de l'hygiène et de la prévention médicale. Il nous fut donné d'entendre des discours ironiques au sujet des chasses d'eau — une invention anglaise Dieu sait pourquoi importée en France — au sujet de l'inutile obligation faite au XIX^e siècle aux propriétaires parisiens de se raccorder au tout à l'égout, etc. Nous vîmes une présentation de diapositives

ironisant sur les affiches des années trente consacrées à la lutte anti-tuberculeuse et anti-vénérienne. On nous expliqua que tout cela n'avait qu'un seul et unique but : Mettre en place une nouvelle et subtile technique de domination de la population : « La médicalisation de la société ». Oubliés les dizaines de milliers de morts que faisaient annuellement la tuberculose dans notre pays. Encore une invention des « modernistes » sans doute...

Je pense inutile de donner plus d'exemples de ce qui constitue aujourd'hui une offensive générale contre l'héritage du « mouvement moderne », une offensive qui n'est pas seulement architecturale mais aussi politique. Permettez-moi seulement de citer l'une des absurdités anti-historiques des « anti-modernistes » :

« Les gaspillages du modernisme industriel ont abouti dans la laideur, la misère et la destruction du domaine public. Pour l'architecte classique, les notions de progrès et d'innovation n'existent pas, car l'architecture classique a depuis longtemps résolu ses problèmes techniques et artistiques d'une façon définitive dans la solidité, la permanence, la beauté, la commodité⁸. »

Ayant ainsi atteint définitivement et une fois pour toutes les qualités ci-dessus énumérées, les leaders du « classicisme » contemporain peuvent oublier tous ces AUTRES aspects de l'architecture que les membres du « mouvement moderne » avaient mis en avant. Qu'importent les besoins en matière d'ensoleillement et de lumière, qu'importent les besoins en espaces libres et en terrains de jeux, qu'importent les conditions locales de site et de climat. Qu'importe ce qui se passe à l'intérieur du bâtiment pourvu que l'extérieur présente tous les attributs architecturaux obligatoires de la glorieuse époque du classicisme : des colonnes et des corniches, des moulures et des balustres. Aujourd'hui les plan de l'intérieur des chefs-d'œuvre projetés ne sont plus nécessaires à l'exposé du projet. Qu'importe la manière dont on vivra à l'intérieur ? N'est-ce pas suffisant que d'avoir prévu de majestueux « Espaces publics », des rues et des places ? Marchons à pied puisque les lieux de travail seront, par un coup de crayon magique, situés à côté des lieux d'habitations ; vivons dehors puisque seul le dehors est étudié. Ce sera la place Navone obligatoire pour tous et partout !

Personne ne peut prétendre — ni ne prétend — que les principes élaborés par les membres du « mouvement moderne » peuvent s'appliquer tels quels aux problèmes d'aujourd'hui. Plus d'un demi-siècle nous sépare de l'apogée de ce mouvement. La vie a changé. La société a changé. Beaucoup d'espoirs des années vingt dans le domaine social et politique ont abouti à des échecs. Les problèmes qui doivent être résolus aujourd'hui sont infiniment plus complexes que ceux que les « modernes » avaient à affronter. Leurs solutions inabouties étaient loin de résoudre les problèmes de leur temps ; qui pourrait croire qu'elles permettraient de résoudre ceux de notre époque ? Aucune solution toute faite n'est en vue. Une

choses cependant m'apparaît comme certaine : ce n'est pas en tentant de s'évader dans un âge d'or mythique que l'on imaginera les solutions aux problèmes de notre temps. Ce n'est pas en refusant l'héritage de la rationalité et de la science que l'on atteindra ce but. Et ce ne sera certainement pas en retournant à l'obscurantisme et à la subjectivité, même si l'on copie dans ce but l'architecture du siècle des Lumières !

Je pense que ce que l'on peut encore apprendre du « mouvement moderne » c'est une certaine manière d'aborder les problèmes, de les considérer sous tous leurs aspects, de prendre en compte les besoins sociaux de la majorité de la population, besoins sociaux que l'on déterminera par des méthodes aussi objectives que possible et non pas — comme on le fait souvent aujourd'hui — en substituant ses propres préjugés et ses propres phantasmes à l'étude scientifique de ces besoins. Et n'oublions pas que, parmi les idées qui nous ont été léguées par le « mouvement moderne », la principale est celle qui a trait à la nécessaire attention qu'il faut porter aux modifications dans les pratiques sociales et dans le mode de vie, et celle aussi qui concerne les liens nécessaires à créer entre le combat pour une meilleure architecture et le combat politique et social sans lequel aucun progrès ne peut être accompli.

Considéré sous cet angle, l'étude que l'on peut faire aujourd'hui du « mouvement moderne » n'a rien à voir avec une « Danse de la mort » comme le titre du débat d'aujourd'hui pourrait le suggérer.

Je voudrais, en conclusion, citer un membre du « mouvement moderne », l'un des leaders du mouvement « constructiviste » soviétique des années vingt :

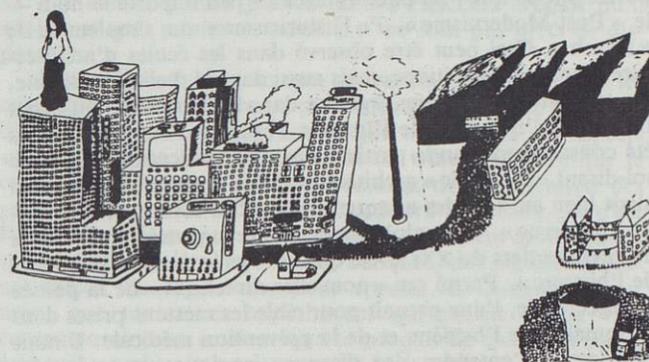
« Malgré toutes les simplifications, les distorsions et les vulgarisations dont le constructivisme a été l'objet, il a réussi à jouer son rôle dans l'édification des bases matérielles et culturelles de la nouvelle société et à introduire dans la nouvelle création artistique un réalisme véritable, à donner forme à l'utilitarisme prolétarien, à trouver aussi l'expression artistique des aspirations à une vie sociale et collective. »

Cette pensée, mis à part quelques mots, n'est-elle pas encore d'actualité ?

NOTES

1. Une expression favorite de Maurice Culot et de la revue *A.A.M.* qu'il dirige (*Archives de l'Architecture Moderne*).
2. In : *S.A. (Sovremennaja Arkhitektura)*, N° 5, 1928, Moscou.
3. In : *S.A.* N° 6, 1928.
4. *Konstruktivism i arkhitektura*. In : *S.A.* N° 5, 1928.
5. Ceci était vrai de Hannes Meyer mais non pas de Le Corbusier.
6. In : *A.A.M. (Archives de l'Architecture Moderne)* N° 21, 1981.
7. Organisé sous le titre : « Architecture et politiques sociales. Les principes architecturaux de l'âge du Réformisme. 1900-1940. » Paris, les 3, 4 et 5 décembre 1981.
8. In : Supplément de *A.A.M.* N° 21, 1981.
9. « Chto takoe konstruktivism ? » Aleksei Gan in *S.A.* N° 3, 1928.

ARCHITECTURE D'IDÉES OU ARCHITECTURE D'AFFAIRES ?



Doc.:Domaine Bâti, domaine
réservé au profits.
ADUA 1972.

LES CONCOURS

L'organisation des concours en France a été abordée dans les pages précédentes. Ici même nous ouvrons une rubrique destinée à des comptes rendus — ou à des prises de positions — dans ce domaine. Toute contribution de nos lecteurs à ce thème sera la bienvenue (n.d.l.r.).

Mario BOTTA

PROJET POUR LA MAISON DE LA CULTURE DE CHAMBÉRY (1er Prix)

Si nous regardons d'une manière critique l'énorme production des édifices des dernières décennies (années 60 et 70), nous devons constater que la plupart des réalisations se présentent aujourd'hui comme des interventions contre la ville. Le tissu urbain a été déchiré et transformé de telle façon que les valeurs sociales et collectives représentatives de l'histoire et de la mémoire de la ville ont été sacrifiées sous prétexte d'un progrès technique et fonctionnel, mais qui en fait, n'a rien apporté à l'amélioration de la qualité de l'espace.

Je pense qu'aujourd'hui il est possible d'avoir une attitude plus critique envers les fausses illusions proposées par la société de consommation et le développement économique et de regarder plus attentivement les valeurs persistantes.

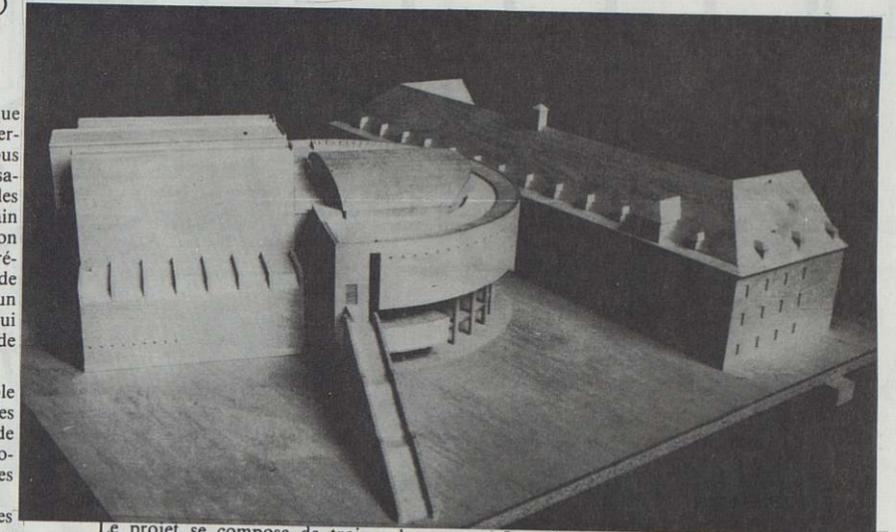
Par conséquent, il faut concentrer les efforts et les intérêts de notre travail pour consolider et reconstruire les valeurs urbaines qui actuellement resurgissent.

L'architecte d'aujourd'hui se trouve devant une alternative : ou continuer et appuyer l'attitude actuelle de détruire la structure de la forme urbaine, ou chercher à travers des propositions alternatives, de replacer la ville (vue comme expression formelle de l'histoire) au centre d'intérêt de chaque intervention architecturale.

Aujourd'hui, il est donc seulement possible de construire pour la ville ou contre la ville.

Le projet pour la maison de la culture, confronté à la vieille caserne Curial, se veut une occasion d'un projet de construction pour la ville.

Récupérer et reconverter la caserne pour des activités collectives est une donnée du programme importante et positive.



Le projet se compose de trois volumes distincts qui correspondent aux différentes exigences fonctionnelles, mais qui veulent aussi répondre à une nécessité de clarifier les différentes parties architecturales qui entrent dans la composition.

L'aile Est du Curial est utilisée comme structure d'accueil de telle manière que la cour interne devient un grand atrio extérieur. Le projet prévoit qu'une partie du programme rentre en compatibilité avec la structure afin de valoriser les principes d'organisation statiques spaciaux et de lumière existants.

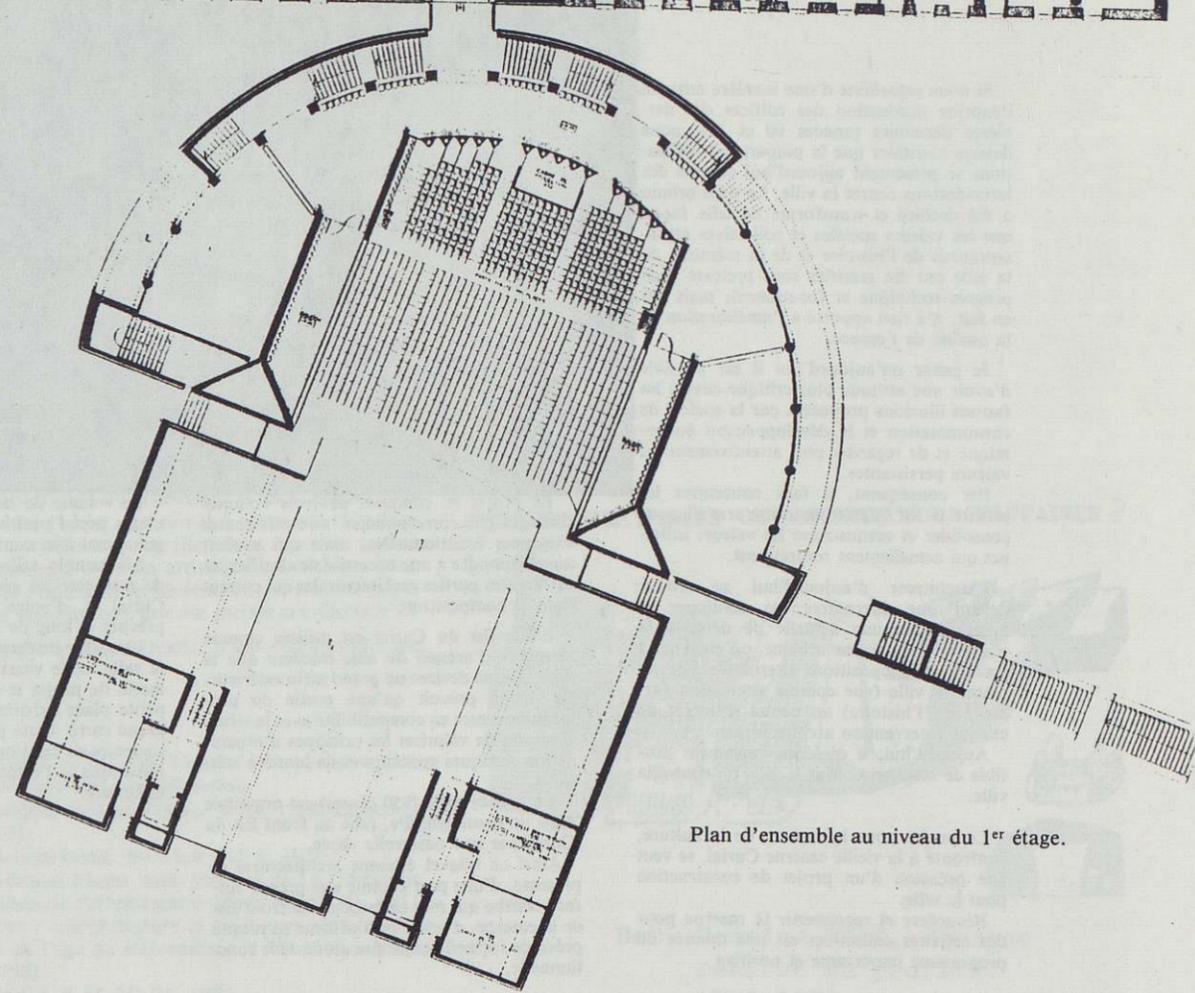
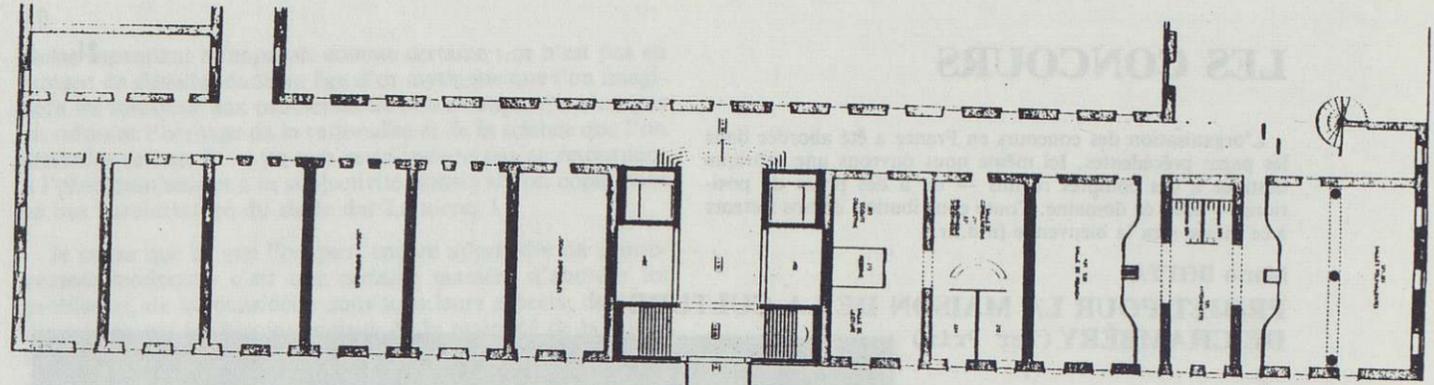
La grande salle (950 places) est organisée dans un demi-cylindre, relié au front Est du Curial par une passerelle vitrée.

Ainsi ce nouvel élément architectural se présente, d'une part comme une grande surface courbe qui met en évidence le front Est de la caserne, d'autre part affirme sa propre présence formelle et propre autonomie fonctionnelle.

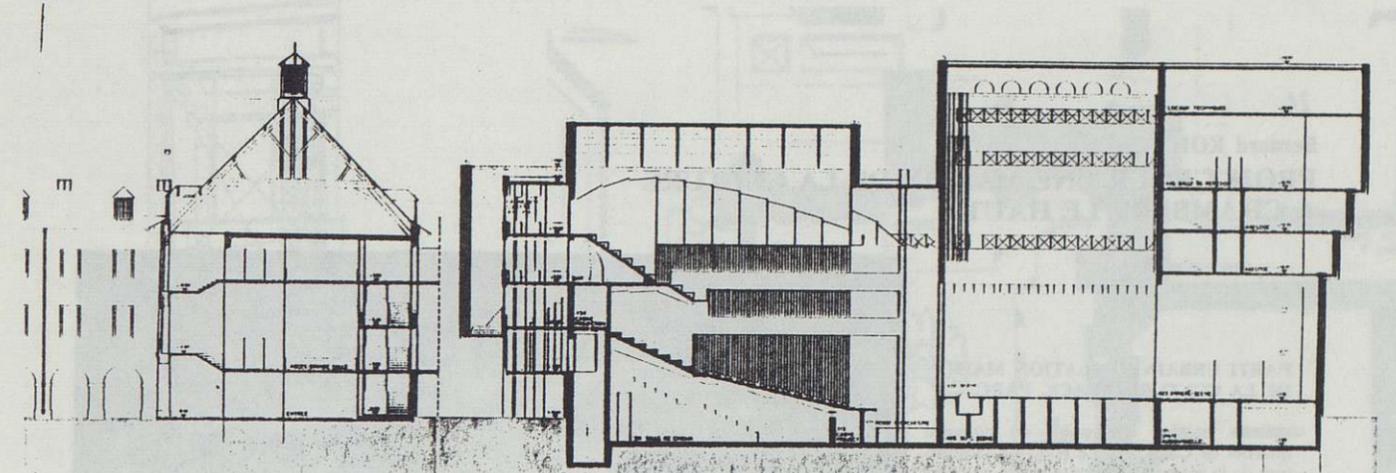
Le volume de la scène et de ses équipements prend position d'une manière analogue quant à sa configuration architecturale.

L'ensemble salle-scène est implanté afin de respecter les géométries, d'une part du Curial et, d'autre part, des constructions prévues le long de la rue de la République.

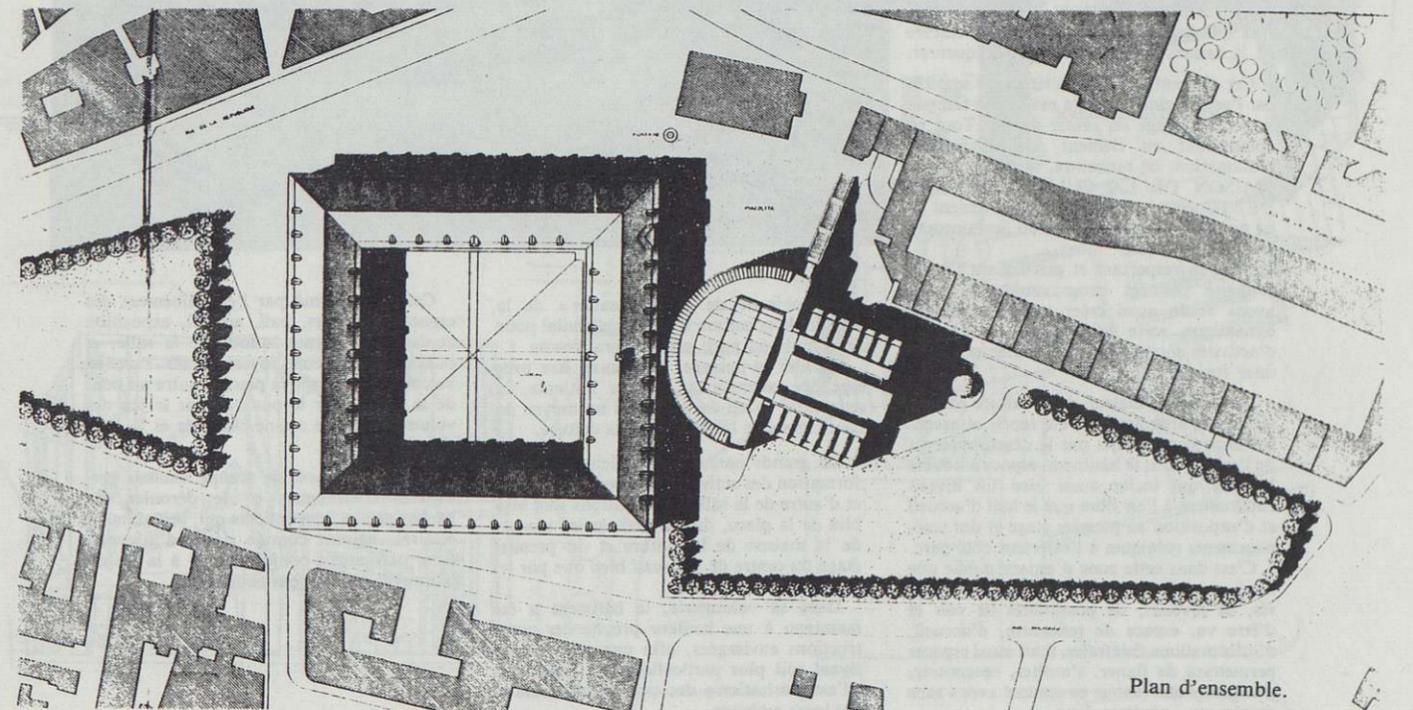
L'escalier de secours, greffé au volume de la salle, et le vieux bâtiment de la gendarmerie (le projet le maintient), forment une petite place urbaine à l'angle Nord-Est du grand carré. Cette place établit une nouvelle structure de relation entre le tissu de la ville historique et l'intervention de la maison de la culture.



Plan d'ensemble au niveau du 1^{er} étage.



Section transversale.



Plan d'ensemble.

Bernard KOHN

PROJET POUR UNE MAISON DE LA CULTURE A CHAMBERY LE HAUT

PARTI URBAIN : RELATION MAISON DE LA CULTURE, PLACE, PARC.

Dans le plan d'ensemble du nouveau quartier de Chambéry Le Haut, la localisation de la maison de la culture met en relief sa potentialité comme élément charnière entre la place, les équipements regroupés autour et le grand parc urbain.

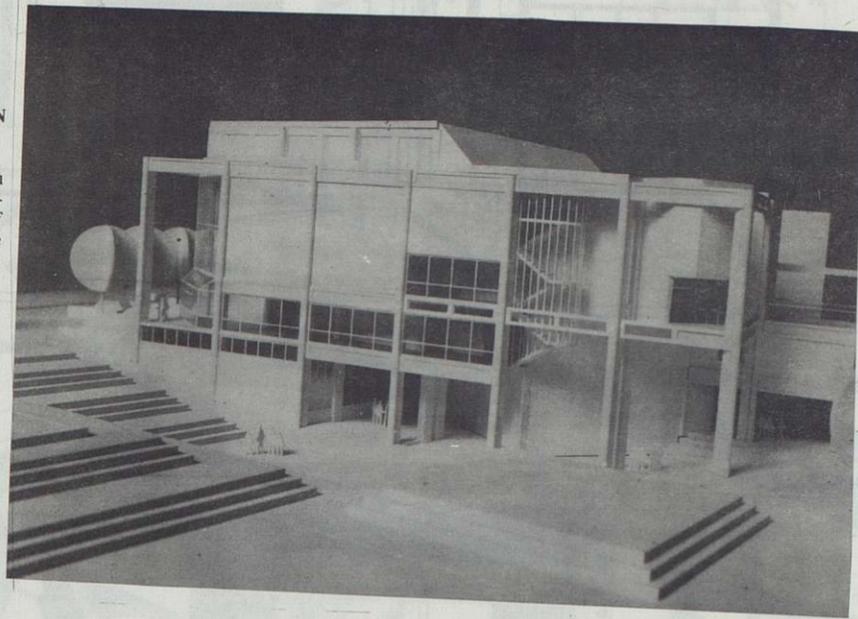
Notre préoccupation a été de prendre avantage de cette localisation comme lieu privilégié entre la place et le parc, zone de flux qui favorisera la maison de la culture en la faisant connaître et donc fréquenter.

Cet élément est particulièrement sensible car l'accès principal de la maison se fait par le premier étage du centre de vie. Tout en comportant un élément non négligeable d'animation, de rencontre, d'inter-relations MAISON DE LA CULTURE/CENTRE DE VIE, cette approche a l'inconvénient de ne pas ménager à la maison un accès propre et pignon sur rue.

Tout en respectant et privilégiant l'accès souhaité par les programmeurs, nous avons voulu aussi créer un grand espace dynamique, sorte de tourbillon de lieux et d'activités entre le rez-de-chaussée et le premier étage.

Le rôle de la maison de la culture comme élément d'articulation a été repris et accentué dans notre projet par le développement de l'espace sous le bâtiment, espace à double hauteur qui inclut aussi bien un niveau entièrement à l'air libre que le hall d'accueil et d'exposition au premier étage et des aménagements scéniques à l'extérieur côté parc.

C'est dans cette zone d'espace public que nous avons voulu créer une densité de vis-à-vis, de niveaux, de possibilités de voir et d'être vu, espace de rencontre, d'accueil, d'informations théâtrales, mais aussi espaces permettant de flâner, s'arrêter, rencontrer, s'informer et « rentrer en contact avec » sans forcément « pénétrer dans ».



Cet objectif de « connaissance » de la maison de la culture a été fondamental pour l'ensemble du parti architectural retenu.

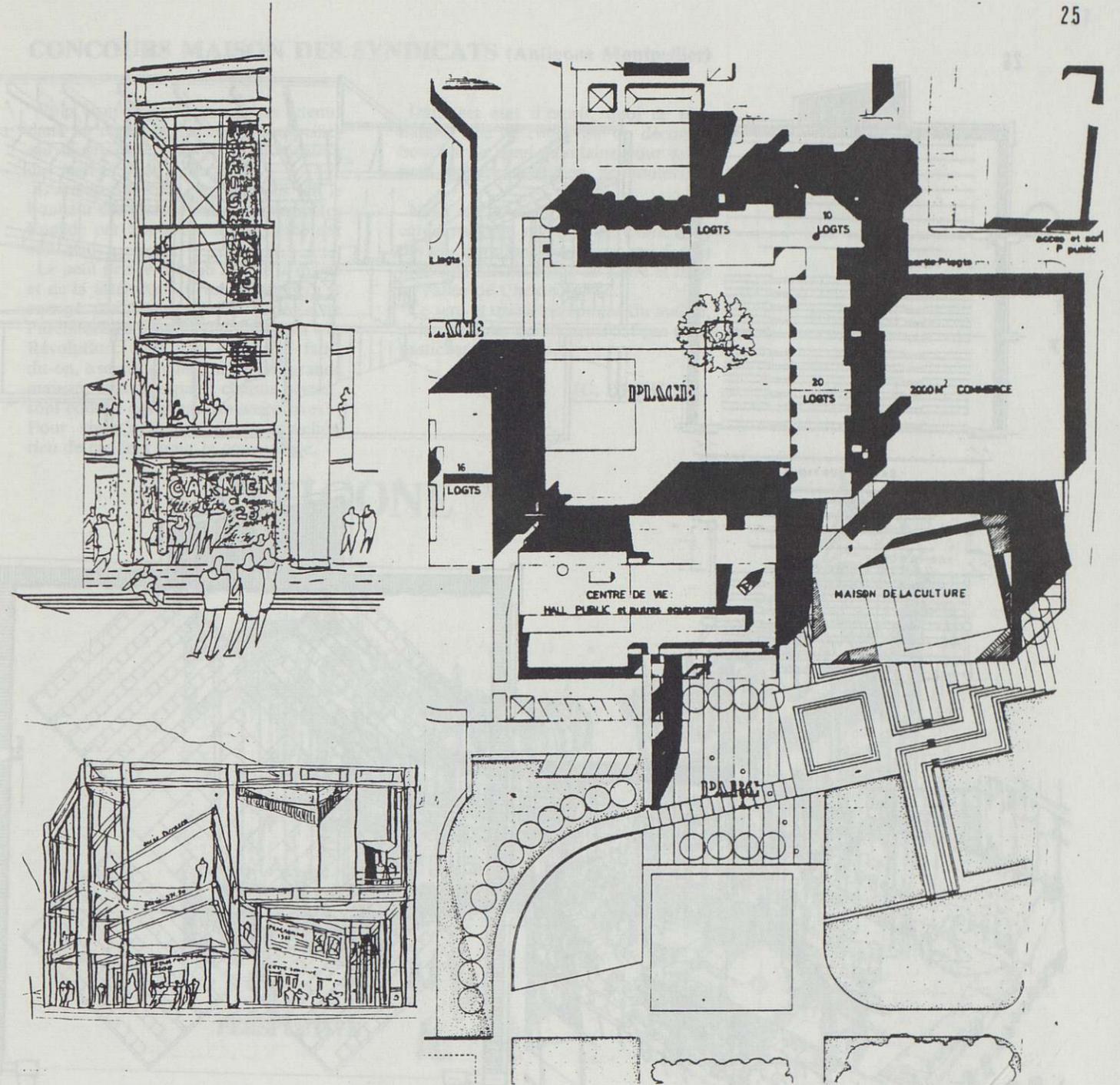
Faciliter le passage, mais aussi être protégé des intempéries, faciliter l'attente, la rencontre, le jeu devient aussi un moyen de faire connaître la maison de la culture.

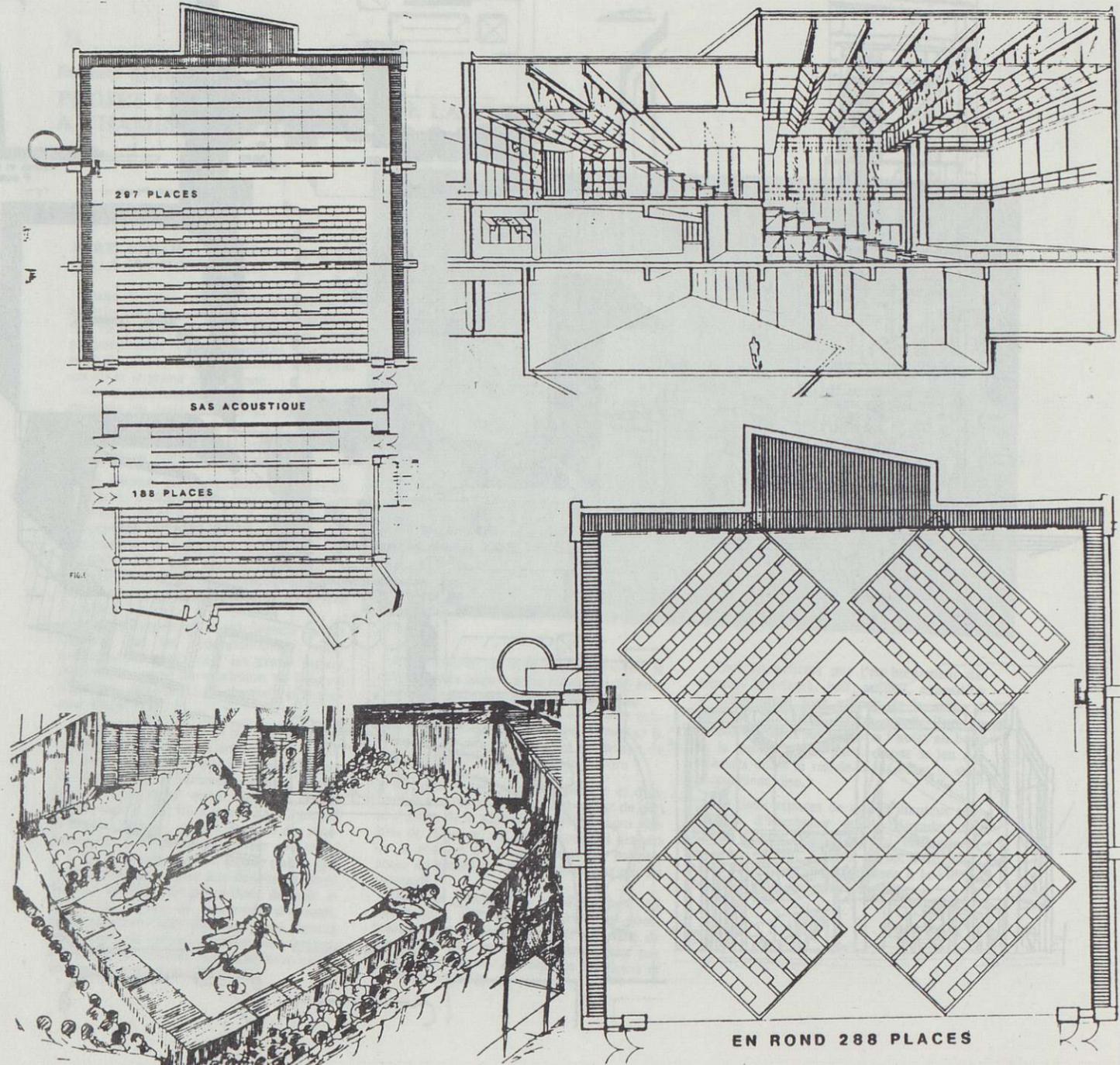
De grands panneaux d'affichage et d'information des activités de la semaine de part et d'autre de la salle de répétitions sont visibles de la place, du parc et par les usagers de la maison de la culture et du premier étage du centre de vie aussi bien que par les passants.

Dans sa volumétrie, le bâtiment a été maintenu à une hauteur proche des constructions envisagées, afin que son rôle de signal soit plus particulièrement repris par « l'extériorisation » des espaces intérieurs et par leurs activités.

Ceci est affirmé par l'enchaînement des espaces intérieurs, hall, accueil, exposition et distribution tout autour de la salle, et ponctué par deux foyers situés l'un en balcon donnant sur la place, l'autre au bout de la galerie sur le parc, et par le jeu des volumes entre le rez-de-chaussée et la salle proprement dite.

Les deux espaces de grande hauteur permettent d'accrocher et de dérouler des bâches peintes, des calicots qui, brillamment éclairés, agiront comme signal d'information, participant conjointement à la vie du bâtiment et à son environnement.





CONCOURS MAISON DES SYNDICATS (Antigone Montpellier)

Voici trois projets exemplaires retenus dans un concours récent à Montpellier qui illustrent le pouvoir d'intoxication des médias et du vedettariat.

L'architecture des pays pauvres fait le bonheur des illusionnistes. On remplace Euclide par Sophocle, le Polygone par son Anti...

Le petit prince catalan fait de la magie et de la littérature. C'est Gaudi revu et corrigé par Ledoux ! On redécouvre l'architecture urbaine qui a disparu à la Révolution, c'est bien connu. Il faut, dit-on, « sentir la ville comme une grande maison, chaque espace, chaque place... sont comme des chambres successives ». Pour vivre heureux, vivons couchés, rien de meilleur pour la convivialité.

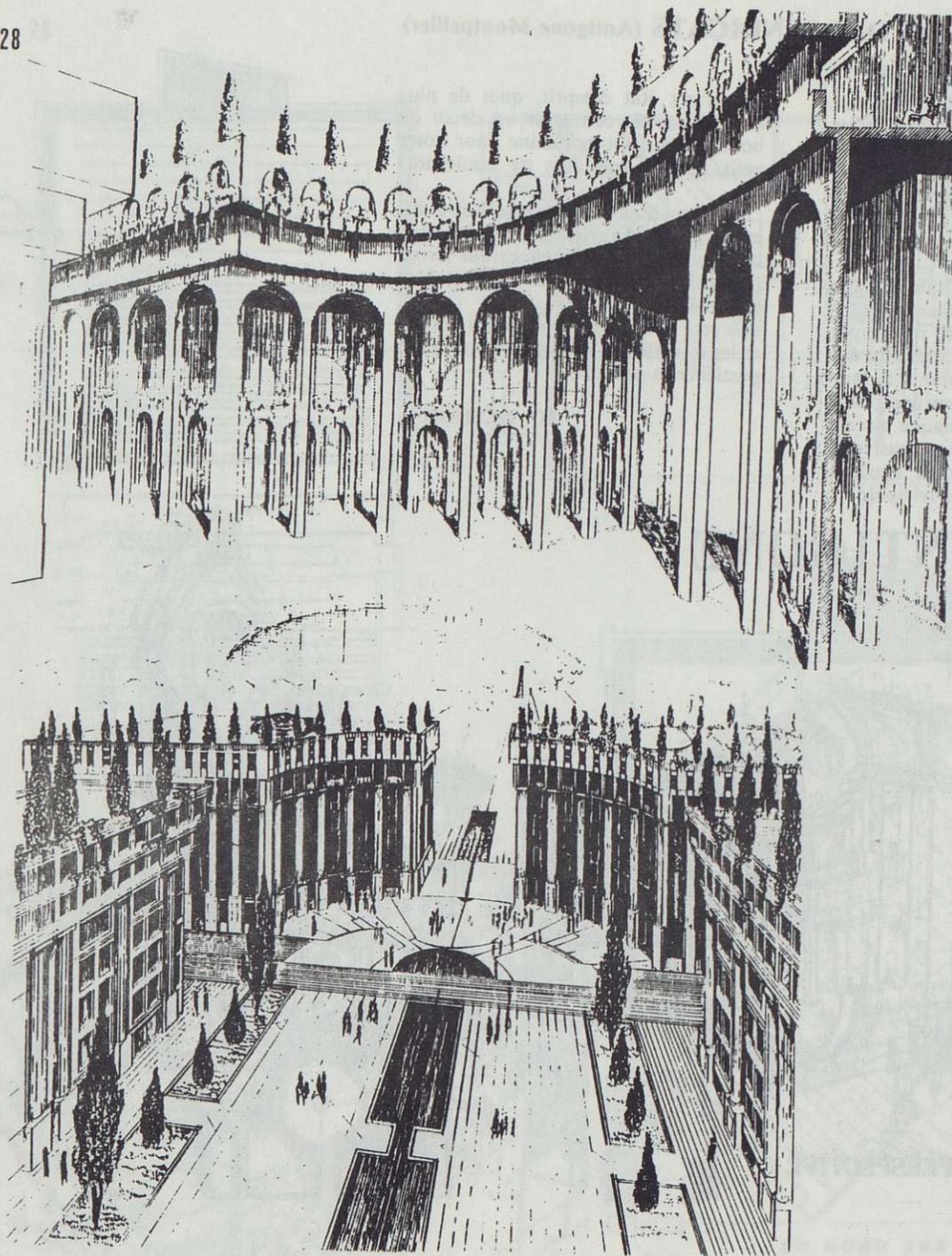
Dans cet état d'esprit, quoi de plus naturel que de concevoir un décor de boudoir de demi-mondaine pour notre petit théâtre quotidien de boulevard.

Nous ne doutons pas que notre Ricardo national revienne de Chine avec des élucubrations pagodines qui feront merveille sur les bords de Loire et dans la Vallée de Chevreuse.

Ce sera la troisième époque du maître, et les disciples ne manqueront pas pour pasticher le pastiche.

JC. DESHONS.





BIBLIOGRAPHIE

« ESSAIS ET CONFÉRENCES »

Martin Heidegger - Edition française : Gallimard, 1968.

« GENIUS LOCI » Christian Norberg-Schultz

Edition italienne : Electra editrice, 1979.

Edition française : Pierre Mardaga, 1981.

Publiant en 1974 « Signification de l'architecture occidentale », Chr. Norberg-Schultz témoignait d'une complète réorientation de son approche théorique.

Dans « Genius Loci », il confirme sa tentative d'ajustement de la pensée de Heidegger au domaine des établissements humains considérés comme organiquement liés à leur lieu d'implantation. Il apparaît en effet que les « Essais et Conférences » en particulier atteignent une audience grandissante dans le monde. Parmi les architectes — en France Jean Beaufret, Georges Braque et René Char furent parmi les premiers à pressentir l'importance de cette pensée qui redécouvrait le sens perdu de la philosophie.

Cette pensée donc, qui a remis en lumière le sens originel de l'« habiter » sur terre, ne devrait pas conduire les architectes à une manière reconnaissable ou à un style particulier, quel qu'il soit la MODE en vogue (Moderniste, Post-Moderniste ou Anti-Moderniste) et quels que soient les modèles. Elle tend plutôt, je crois, à réunir les tendances, plus superficiellement contradictoires qu'il n'y paraît d'abord. En fait, elle conduit au pluralisme.

- Elle ne refuse pas plus les apports de la technologie que ceux de l'histoire.

- Elle intègre le LOCALISME comme le FONCTIONNALISME, le SYMBOLISME ou le CONSTRUCTIVISME, le CLASSICISME, le BAROQUISME, le ROMANTISME ou l'EXPRESSIONNISME et d'autres ISMES à venir, plus ou moins réducteurs et exclusifs.

- Elle tente avant tout de considérer l'être humain dans toute sa dimension ; elle n'accepte pas qu'il « soit ce qu'il devient » mais, au contraire, avec Nietzsche, elle l'aide à « devenir ce qu'il est », en « HABITANT » — (bien !). Ce qui implique d'abord une ÉTHIQUE.

Et si, donc, « ÊTRE », pour nous « FILS DE LA TERRE », c'est « HABITER », « ÊTRE AU MONDE », en un lieu « RASSEMBLANT LE MONDE », la mission de l'architecte est de penser l'habitation humaine, de l'amener à sa forme, en son lieu et moment.

F. LL. Wright d'abord, Aalto ensuite et Pietilä actuellement, illustrent cette philosophie de l'architecture, cette arkitectosophie. Chacun selon sa sensibilité fait œuvre poétique, inspiré par une appartenance de l'être au lieu, par un mode d'habiter.

Mais, habiter, plus précisément, qu'est-ce ?

- Nous habitons — bien — lorsque les aménagements environnementaux dans lesquels nous vivons nous permettent de bien nous situer et de bien nous orienter en eux, grâce à la cohérence des sensations et des perceptions qu'ils nous offrent ; cohérence avec nos expectatives et désirs, cohérence avec notre morphologie, notre physiologie, notre psychologie et avec le dynamisme des différents modes d'accomplissement de notre existence¹.

- Nous habitons lorsque nous adhérons profondément à la poétique du « sens » des lieux architecturaux abritant nos institutions, nos mythes, les rites de notre vie, nos mœurs, us et coutumes. Lorsque nous nous y retrouvons pleinement, c'est-à-dire lorsque nous trouvons en eux l'écho et le support de tous nos états, pensées, activités, selon toutes les circonstances et dans la suite continue des moments qui sont l'étoffe de notre existence.

- Nous habitons lorsque nous nous fions et nous identifions à l'aménagement environnemental du lieu architectural qui devient alors notre demeure en ce monde, au sein de notre société, de notre culture, de notre civilisation et de notre époque. Et, comme nous nous identifions à notre corps, nous nous identifions à notre demeure, ce corps second, abri de notre existence, qui scelle l'union de notre « être » avec le monde. Notre demeure réalise la médiation entre les ordres humains, locaux et cosmiques. Nous ne pouvons pas plus exister sans demeure que vivre sans corps.

Les aménagements environnementaux, en devenant des lieux architecturaux, deviennent ainsi nos demeures ; et, par ce qui, les caractérisant, permet de les identifier, de les situer, de nous y situer, de nous y orienter, d'éprouver leurs significations et, pour finir, en nous identifiant à eux, de nous retrouver, ils se chargent d'un caractère spécifique que leurs habitants vivent comme « réalisation » de leur « être » en leur demeure ; un caractère qui fonde l'abri de la demeure en tant qu'assise existentielle.

La demeure « concrétise » (selon le mot de Norberg-Schultz) l'existence.

Dans cet établissement de l'« être » humain en son site terrestre, les données propres de notre époque, qui est celle du triomphe de la civilisation scientifique et technologique fondée sur les pensées de Platon et d'Aristote, sont les plus délicates à intégrer, car l'humanité entière, faute d'éthique, risque d'être détruite par cette technologie qu'elle a élaborée mais dont la maîtrise lui échappe en maint domaine. N'est-elle pas parfois plutôt maîtrisée par elle, lorsqu'elle se laisse aliéner par ses produits séduisants masqués en « gain de temps », « moindre effort », « confort », « luxe » ou « économie » ? Lorsqu'elle se laisse fasciner par ses gadgets ? Lorsqu'elle est asservie à ses machines ? Lorsqu'elle se sent sous la menace du danger de la désintégration atomique ? Ainsi, cet établissement de l'assise existentielle humaine, sans cesse mis en péril, doit-il continuellement réassurer ses fondements pour préserver l'« enracinement » des « mortels » en quête de leur « être en ce monde ».

MÉTHODE ILLUSTRÉE DE CRÉATION ARCHITECTURALE.

par Claire et Michel Duplay. Edit. Le Moniteur, Paris 1982. 448 pages illustrations.

Il s'agit d'une « somme » impressionnante des travaux de l'auteur en matière de composition architecturale. Elle repose sur une approche systémique de l'architecture, illustrée dans « Le carré bleu » par une série d'études approfondies¹. Cette fois-ci, les auteurs présentent une sorte de dictionnaire à l'usage des concepteurs (étudiants, professionnels) où les mots sont situés dans l'explication d'un processus d'élaboration du cadre bâti, dans un contexte urbain. C'est le concept « urbatecture » proposé par les auteurs qui caractérise le mieux leur approche, dont le but est de supprimer la rupture entre Architecture et Urbanisme. Sur ce point leur démonstration se situe sur un plan essentiellement polémique.

Cette approche est fondée sur une extrapolation de données à partir d'exemples empruntés à l'histoire de l'art urbain (de préférence médiévale et classique) à l'époque contemporaine.

A.S.

1. N° 3/76 du « carré bleu ».

Dans cette quête, le poète-architecte est le premier médiateur ; il interprète le sens ambigu du monde, celui de l'« être » humain, de son existence, et le met en œuvre ; il l'incorpore à l'œuvre, à la demeure qu'il institue en IMAGO MUNDI, microcosme à l'image du monde, rassemblant en lui le monde (le macrocosme) et l'humain.

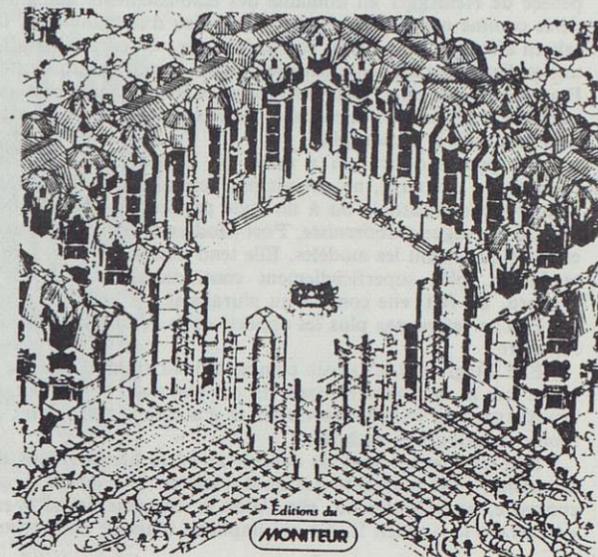
La demeure devient « chose » architecturale enracinée au monde à laquelle les humains appartiennent (appartenance éprouvée par eux sensoriellement, émotionnellement et cérébralement).

Le lieu architectural habité, la demeure, en « rassemblant » le monde en elle, réalise dans l'aménagement environnemental, l'intégration de notre être à celui du monde ; il accorde à la personne humaine la capacité d'assumer son angoisse existentielle et de s'accomplir en ce monde en son lieu et moment ; c'est cette dimension des établissements humains qu'explore Chr. Norberg-Schultz.

Marseille, le 9/01/1982,
Michel MANGEMATIN.

1. Cf. « RAPPROCHMENTS/PERSPECTIVES » in CARRÉ BLEU 2/80.

NOTA : En tant qu'« aménagement environnemental » vécu plutôt physiquement et sensoriellement et en tant que « lieu architectural » vécu plutôt émotionnellement et cérébralement, la demeure est l'espace de notre habiter (habiter, mieux qu'habitation ; le verbe mieux que le substantif exprime la dynamique). Cette formulation veut dire la « chose » architecturale dans sa totalité — intérieure/extérieure — liée à son milieu et à son emplacement ; non comme un « objet ». Les guillemets signalent les termes empruntés à Heidegger.



ANNUAIRE DE L'INSTITUT D'AMÉNAGEMENT REGIONAL D'AIX-EN-PROVENCE.

1982. Aix-en-Provence, 208 p.

Cet annuaire comprend, en dehors d'un programme détaillé de l'enseignement pratiqué dans cet institut, un répertoire complet des thèses et travaux de recherches accomplis depuis 1975, complété par une analyse succincte du contenu de ces derniers. A ce titre, il constitue un outil précieux pour chercheurs et professionnels de l'urbanisme et du domaine bâti.

A.S.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES ARCHITECTES

ANCIENNEMENT S.A.O.S. FONDÉE EN 1877
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE PAR DÉCRET
DU 22 MARS 1919

100, RUE DU CHERCHE-MIDI, 75279 PARIS CEDEX 06 - TEL. 548-5310 - C.C.P. 1813-53

questions

publication isa st-luc

Publication de l'Institut Supérieur d'Architecture de St-Luc, Bruxelles 57 rue de l'Irlande. 1982.

Cette nouvelle publication se propose d'analyser la démarche conceptuelle en architecture, en premier lieu sur la base d'investigations faites à cette école même. La revue se propose d'élargir par la suite le champ de ses investigations. A ce titre, elle retient toute notre attention.

A.S.

Le ministère de l'Urbanisme et du Logement et l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie exposeront du 2 Juin au 2 Juillet 1982, dans les locaux de la Société Française des Architectes, 100 rue du Cherche Midi à Paris 6ème, les projets du concours des 5000 maisons solaires.

Cet ensemble de projets, présentés pour la première fois, permettra aux architectes, aux professionnels et au public d'apprécier et de comparer ces nouvelles conceptions de la maison solaire individuelle.

Ces projets préfigurent l'habitat de demain, qui doit dorénavant faire face au nouveau contexte énergétique.

Quatre tables rondes permettront de débattre de plusieurs aspects de cette nouvelle "architecture", les mercredi à 18h : 2 juin, 9 juin, 16 juin, 19 juin.

ENGLISH SUMMARY

Present number is devoted to a general inquiry into the present situation of architecture in France. This inquiry ascertains the various problems which face the new government in the field of planning and architectural practice. In order to show comparative evolution in the respective realms in other countries, the situation in Sweden and Hungary have been investigated.

The authors insist on the significance of the recently voted law on decentralization which for the first time intends to strengthen the influence of local elected bodies. The main element of the new reform is the Regional Assembly which will take form next year in each of the 21 administrative sections of the country. Their main task will consist in coordinating both social and economical development in the frame of a national plan. On a lower level the former "départements" will be represented and managed by their own President, whereas Municipalities will also acquire sufficient power to administer themselves without a rigid control.

Decentralization will have notable influence on town-planning and allowance of building permits, to be issued by the "Maire" under his personal responsibility.

A policy for improving architectural quality is actually under discussion in various circles.

Taking into account the failure of the 1977 architectural law to attain its objectives, namely an improvement in the quality of architecture, the actual reform project intends to make radical changes in the four following fields of architectural practice :

1. teaching
2. research
3. training courses
4. public workshops.

It is hoped that a sufficient increase in teaching facilities and staff will play a large part in improving architectural quality but it is also necessary to establish closer links between architecture and other university disciplines, thus promoting interdisciplinary studies. The administrative and economic aspects of building should be integrated into the teaching program, and practical courses should be an essential part of final studies. In this way, potential architects will no longer be completely cut off from professional practice.

Architectural research is a separate field, smothered by the practical necessities of construction, and generally ignored. The three main poles of research are economic objectives, theoretics and social sciences, including environ-

mental studies. Unfortunately, due to a lack of finances and recognition, the research field has little if no contact whatsoever with the practice. As a result, research, instead of contributing to social evolution, remains abstract, powerless against the decisions of town-planners. The development of research, decentralization and recognized research teams are vital to the organization of Society, its autonomy and creativity.

Training courses are not only needed to keep practitioners up with technical progress or to give graduates complementary training but also to create a collective approach, which implies interdisciplinarity and collaboration. Work teams should have a group spirit, be open to debate, enabling architecture to assert itself as a progressive, self-governing practice, competent both technically and economically.

The abuses of the "concours" system in the selection of projects are partly responsible for the poverty of quality and the architectural profession can only hope for a complete revision of such a system.

The decentralization of research or technical decisions depends a great deal on the creation of public workshops, making possible a continuous programming of contracts.

English summary: Adèle Mosonyi

ARCHITECTURE AND ARCHITECTS IN FRANCE 1970/1980

by Ionel SCHEIN

There is nothing excessive in wishing to make a comprehensive outline of the characteristics of French architecture and architects between 1970 and 1980.

The movements, trends and intentions, as well as the compromises show well-set boundaries and specific representative character: the cunning of clans and castes is one of the realities of this particular decade (as formerly in Beaux-Arts workshops), which, aided and abetted by the intervention of publications and competitions, show off, itching to join battle.

1968, simultaneously, contests what is, sticks to the ground of what was, and, in writings and speech, projects what hasn't yet occurred.

Contradiction is the rule.

The educational structure is finally modified; but there is no change as yet in architectural production, which, subject to questioning, is in fact only considered formally, its political, economical and technological supports remaining unchanged!

In France — even more so than in other countries, where there were no « 1968 rebels » contesting urban structures — certain ideological openings have occurred: Henri Levèvre, Françoise Choay, Anatole Kopp teach and write. Architects do not yet know how to question their activity, but, leaving the big agencies that are doomed anyway, some have already opted for a « fringe » activity.

Others have begun to read and write, discovering culture; they have created a peculiar attitude for themselves, which consists in believing and convincing others of the fact that the catastrophes in architecture and town-planning which have followed one upon the other since 1945, are their own personal heritage! As a result, a whole period is erased without any explication of its contents.

New towns become a reality; unfortunately, on a smaller scale than was forecast, but the original structures are respected. These new towns are unique in that they allow different trends to take shape and confront each other.

At the same time, rejection phenomena become manifest. New or renewed publications express new myths. Affairs are settled and the « Robespierre » of today make strict demonstrations to prove that urban history must erase from its memory entire periods, in particular those comprising high-rise flat areas and « Z.U.P.S » (zones of priority town-planning). « SMALL IS BEAUTIFUL » becomes a personal slogan, encouraging 55 million Frenchmen and women to turn into architects. Those who have been constructors in the past, will build less. The Goulag. Those, who, up to now, have « written » or « spoken up » on architecture, in research contracts, reports and speeches, can now go on a step, from the « saying » to the « doing ».

This has produced a truly rich display of projects, drawings, models, and even building sites, engendered in most different fashions... Fascism opposes democracy with axii, frontons, columns, column heads, arches and interposed repetitions... Finally, architectural practice still stands uncontested by a profession that persists in its refusal to evolve in the true sense. However, over this decade, time has gone on, and the only understanding of space has been through History. If generations of utopic constructors, fathered by consumer societies were war products, the generations of architects taking their bearings in the past, and making them present, creating trends and constructing them, invoking harmony, are products of peacetime; consider the participation of the masses, ever faithful to the soliciting of the « Club Méditerranée ».

A situation devoid of any reference and therefore, without the slightest chance of being secure; therefore, inspiration is drawn from a reservoir of forms already known, digested and accepted, taking care nevertheless to shake off the dust and conform to drawings that have been published and republished, that have been shown round every exhibition, without ever having served a site, to become volumes or space! This non-evolutive play, in a situation where self-satisfaction, expectations and an obvious takeover of power coincide, has lasted several years, dotted with internal, but minor quarrels. Such quarrels generally take place within the « U.P.A.S. » (architectural teaching units), which become church creeds, each with its own god and saints, priests and worshippers, exactly as in specialized publications. Politically opposed to the ruling Power, the majority of young architects, those who assert themselves by means of competitions, the groups PAN, INNOVATION, Plan Construction, etc. — penetrate the « system » and take the « fortress » from within; in this way, research, teaching, orders in general, are « colonized », which implies uniformity of architectural expression. Those in power rub their hands with pleasure, deck out the flags, while the King's jesters take up their positions; all at once — this being particular to France — their ideas triumph over all, in speeches and on sites, only to become Power's « alibis ». DECADENCE IS HERE TO STAY, apparent in any new accomplishment.

Books on architecture and town-planning are published in great quantity; there are more and more exhibitions and conferences; we have gone from an underdevelopment in architectural affairs to an overproduction, whereas, in fact, the mass medias give very poor and incomplete information. Architectural critics have come out into the open, but are unsteadily manifest. The masses are misinformed, they are always considered politically to be in the right, which has caused the proliferation of housing estates and the establishment of the individual house cult; the appearance of the inauthentic denomination: « town house »! but what about the... town? Everyone is looking into and becoming aware of it, deciding on its evolution, without bothering to invent new relationships that are indispensable, between the building structure and inhabitants, and between inhabitants themselves. A few accomplishments leave us some hope; these are exceptions, contrasting to decadence's formalisms, which are always the same.

These exceptions have the added advantage of being forceful, arousing questioning, social behaviours and urban profiles, representing other types of conviviality, and foreseeing, a form of town-planning, or architecture, based on COMMUNICATION, shattering the practice of slicing-up and functionalistic zoning.

These exceptions, politically, also constitute a premonitory action ; as from Mai 10th, 1982, France has acquired the statute of a socialist society.

The teaching, the practice, the production of architecture have all experienced a CHANGE.

Architects will have to change as well.

CONTRIBUTION TO A NEWER-CEASING DEBATE : «MODERN ARCHITECTURE» PROGRESS OR REGRESSION.

Royal College of Arts - London 4 February 1982.

Contribution to the seminar : «The Modern Movement» - a Death dance of principles.

by : Anatole KOPP, Professor at the University of Paris VIII.

What does one hear in the world of architecture for the past ten or fifteen years ?

Modern architecture and planning have destroyed an environment where harmony prevailed. Industrialisation has created unemployment. The increasing use of energy will transform our planet in a lifeless and moonlike world. How pleasant were the ancient cities with their absence of sewers, their watercarriers and their epidemics ! In those days the Black Death took care of demographic regulation better than the pill, free of charge and without medical prescriptions. How wonderful one felt in earth constructions achieved through self-building and freely expressing the personality of its inhabitants ! How wonderful it was to live without rules, without technicians, without doctors, in an «Architecture without Architects». Those were the good times...

They were so good that one must go back to them as fast as possible. Let us forget therefore, a century of researches which from Labrouste to Bruno Taut, from Paxton to Le Corbusier, from Ebenezer Howard to Milioutine have tried to improve human living conditions through the use of technology, science, rationality and social progress. Let us go back to handicrafts, to mud blocks, to cut stone, to «Democratic Vertical Windows»¹. Let us burn Giedion and Benevolo. Let hazard rule creativity, let us manufacture the unforeseen, let us rehabilitate the «Great Ecole des Beaux-Arts» murdered in 1968, let us study the «Eternal» laws of harmony, let us imitate, let us copy the ancients... Whatever the outside form may be, it will always function — somehow — inside.

Of course no one has ever presented all these arguments as the expression of a single and global thought. But many of them have been used by different persons united by a common will of rejecting ALL the ideas and principles of «Modern Architecture».

Let us be clear. The huge housing complexes — the «Grands Ensembles» as we call them in France, are not a product of «Modern Architecture» nor are such projects as the one proposed by a French architect for the European Parliament in the city of Luxembourg. The «Modern Architecture» I am talking about is the product of a definite period : the twenties and the beginning of the thirties of our century. It is then that the need for new solutions arose. It is then that the «New Architecture» — Das neue Bauen as one called it in pre-war Germany — has been invented, experimented and theorized by a small group of architectural practitioners and thinkers. It can only be by misunderstanding — or with the deliberate will to condemn it — that the production of the post-war period can be assimilated with «Modern Architecture».

To what an extent can this architecture, born from the economical, social and political upheaval which followed World War I, still be used as a guide line today ? The history of the past fifty years can — partly at least — answer this question. The heritage of the «Modern Movement» has proved to be fruitful in some of its aspects, unfruitful in others.

To me the fruitful aspects are :

1. The attempt to «De-subjectivate» architecture ; to find rational and scientific methods of creation.
2. The study of new living habits, of a new way of life resulting from the social transformations of society in the industrial countries after the first world war and the attempt to invent architectural solutions answering these new problems.
3. The introduction of industrialisation in the field of building.
4. The abandonment of the idea that there are «Models» inherited from the past and considered as «Eternal».
5. The international cooperation and exchange of experiences.
6. And — most important — the relations existing between «Modern Architecture» and the social and political «Avant-Garde» in most of the industrialized countries.

The unfruitful aspects are in my opinion :

1. The belief in the idea that form is an automatic result of good functional solutions.
2. The deliberate ignorance of the social functions of architectural form.
3. The forgetfulness of the «Urban specificity» of towns, of the interrelations of its different components, the attempt to solve the problem of the «Modern Town» through purely mechanical and quantitative methods.

1. SCIENCE & RATIONALITY

Must one remind of the fact that no one except «The Modern» had ever attempted to apply to architecture the methods borrowed from the human sciences and particularly from sociology ? Hannes Meyer at the Bauhaus introduced this method in his teaching as well as in his practice. This has made possible to meet more closely the demand, particularly in mass-housing where questioning the futur user (as it was the case with private commissions) was not possible any more.

after the war like for example in France, one can observe in the work of the few members of the «Modern Movement» — Le Corbusier, Janneret and A. Lurçat — a great concern for those forms of social practice which are but emerging. Who, except the «Modern Architects» was then concerned with this real social revolution which took place in Europe during the twenties ? Certainly not the «Ecole des Beaux-Arts» nor the French academy, nor the hundreds of «Little Beaux-Arts Schools» scattered around the world.

3. INDUSTRIALISATION OF BUILDING

As one knows it is fashionable today to consider that industrialisation of the building has been an evil and that the «Modern Movement» is responsible for this evil. This can only be said if one disregards completely economical history, if one thinks that certain fields — architecture in particular — can be protected through pure good will from phenomena which are the result of a general economical evolution which have revolutionized production in general, from clothing to furniture, from transportation to the building industry. Some think one must go back to the old techniques, to hand made production, to the handicrafts which the industrial revolution has gradually extinguished. This is in the first place impossible, in the second place undesirable.

Impossible because one cannot make the wheel of history turn backwards — undesirable because industrialisation, born from the human genius, has brought benefits to mankind. Must one remind of the fact that during the past century, man's life expectation has almost doubled ? That this life expectation is greater in the «Developed Countries» than in the «Undeveloped» ones where industrialisation has not yet totally penetrated and where handicraft are still the main way of producing building ? Of course the «Merchant» society has often used industrialisation to sell useless object to a clientele «de masse», but more important is the fact that industrialisation has given to the majority of the population of industrialized countries, those elements of comfort — and often better ones — than those reserved, still in the XIX century to a minority of privileged people ? Must one remind of the fact that industrialisation has meant shorter working hours ?

The adversaries of industrialisation talk about a supposed «Loss of Knowledge» which would result in a worse quality of production today if compared with «The Good Old Days». Is an aluminium window, hermetical, soundproof and working with precision less desirable than the old handmade wooden one ? Where is the «Loss of Skill» when a worker operates a crane or an excavating machine ? And, anyhow, was it better to excavate by hand ? To carry on man's back bricks up to the 6th floor ?

4. «MODELS» INHERITED FROM THE PAST

Viollet-le-Duc had already answered in his «Histoire d'une Maison» to those who thought that models and principles inherited from the past could be used, no matter the problem and the historical period. While asked by a supposed «Connaisseur» :

«Does it not appear to you that this defect in symmetry is stressed to much ? [...] That it lacks this unity which one must find in any work of art ? The owner's father answered : «But it is not a work of art that I intend to leave to my daughter, it is a good house, solid and comfortable».»

Of course no one would think today of adopting as such, the method devised by M. Guinzburg, the leader of the soviet «constructivist» movement in architecture and known as the «Functional Method»². One must not forget however that it represented in those days a tremendous step forward, as compared with the subjectivist approach which was then prevalent in architectural practice. This method was analytical and synthetical. Analytical in the social technical and perception fields. Synthetical in as much it tried to deduct the architectural synthesis from the information collected analytically. Another member of The Soviet «Constructivist» mouvement, N. Krassilnikov wrote, at about the same time :

«Contemporary architecture is in a dead end for it does not rely on a precise and scientific method. [...] I am attempting through the means of mathematical analysis and through the use of the theory of limits and of mathematical statistics, to draw conclusions which would regulate the architectural form»³.

Of these various attempts to make a science out of architecture, one could give many other examples.

2. NEW LIVING HABITS - NEW WAY OF LIFE

The study of the new living habits, of a new way of life is characteristic of the period following immediately World War I. Indeed society had changed in the industrialized countries. Architecture and planning had to take into account the needs and aspirations of social classes which then emerge as potential history makers. In the Soviet Union where the October Revolution had completely inverted the social pyramid, the «Reconstruction of the Way of life» (Perestroika byta) became a major goal in the years immediately following the revolution.

Must one remind of the fact that it is the idea of the «Reconstruction of the Way of life» which in the twenties, in the Soviet Union, generated the invention of what M. Guinzburg called «New Architectural Organisms» like, in particular entirely new forms of mass-housing intended for a «Collective» way of living, new urban forms imagined as part of a global social project of reconstruction of the whole society ?

For M. Guinzburg as for all the members of the «Constructivist» mouvement, architecture has a new goal which he defined as follows :

«Whereas the goal of the old architects was the private commission they obtained and that of the formalists a narrowly prescribed commission which restricted them to refinements of form. [...] The constructivist approach the (housing) problem with maximum consideration for those shifts and changes in our way of life. [...] For us the goal is not the execution of a commission as such but collaboration with the proletariat in its task of building a new life, a new way of living»⁴.

Such was the picture in the Soviet Union but in other countries also a similar orientation can be observed. In Germany the idea of a «New Culture of the Way of Living» (Eine Neue Wohnkultur) is an important element of the Social-Democratic program which meant that new ways of living had to be introduced in everyday's life and that the architects had to take this into account. The same sort of movement can be observed in Austria during the same period. Emphasis on social equipments inducing new habits and new demeanours. Even in countries where political changes were light

The «Modern Movement» has shown through projects and realisations that a preconceived form is but a box in which one has to cramp — for the best or the worse — the volumes necessary for a good functioning of the projected building. True some of the members of the «Modern Movement»² have thought that «Architectural Form» could be deduced almost automatically as one deduces the solution of a given mathematical problem, and that there was but one solution if the problem was rightly put. This was one of the shortcomings of the «Modern Movement» but one must not forget that this technique of functional analysis has given such masterpieces as for example the «Soviet Palace» of Le Corbusier in which each fonction is expressed by a corresponding form. Where the traditional projects — the «Post-Modern» projects of those days better?

5. INTERNATIONAL COOPERATION

The architectural production of the «Modern Movement» has sometimes been called «International Architecture». With the passing years this term has acquired a critical connotation. But can one forget that it has, in the twenties and in the beginning of the thirties meant «International cooperation» which did not mean at all that the same architecture should be used no matter where, but that experiences, discussions, critics and information should outgo narrow national boundaries. One can criticize the «Charte d'Athènes» — and many members of the «Modern Movement» have criticized it and shown its shortcomings. But can this unfinished product of the fourth C.I.A.M. congress make us forget the other aspects of the C.I.A.M. congresses which meant information and support in a period when it was a truly «Avant-Garde» movement? And — most important — can one forget that if there ever has been an «International Architecture», it was the classical architecture for which architectural composition meant the use of the same set of rules in Rome or in Saint-Petersbourg, in Staline's Russia or in Hitler's Germany. Yes indeed, classical architecture has been — and is becoming again it seems — the real «International Style».

6. ARCHITECTURE AND POLITICS

Last but not least, I think necessary to insist on the political aspects of the «Modern Movement», on its links with the progressive thought and progressive action of the post World War I period. Must one remind of the fact that it is the «Modern Movement» which has shown concern for the needs of the vast majority of the population and which has introduced in the realm of architecture the problems of mass-housing, of mass-schooling, etc., at a time when Architecture (with a capital A) was essentially concerned with exceptional programmes? Must one forget about the close cooperation between the Soviet «Constructivist» movement and the political authorities and their common concern for what was then called (as already mentioned) the «Reconstruction of the Way of Life»? Must one forget that in the Weimar German Republic and in Austria after world war I, the Social-Democratic party considered housing as an important part of its political programme and that under the impulse of those parties, such revolutionary achievements as the Karl Marx Hoff in Vienna or the «Siedlungen» of «Das Neue Frankfurt» were planned and built? Must one forget that in most industrialized countries, solid links existed between the «Modern Movement» ideology and the Left-

Wing movements in politics, forget about the action of the first French «Maison de la Culture» in this direction, of the departure of major German architects and of André Lurçat for the USSR, of the interest shown in the thirties by Le Corbusier for the Soviet Union?

During the whole of the pre-war period it went so to speak «De soi» to link «Modern Architecture» with political leftism. And the Nazis, when they came to power, did not overlook this link when they denounced the «Kulturbolshevismus» and added a pitched roof on the Bauhaus building in Dessau.

7. FORM FOLLOWS FUNCTION?

As already mentioned, the «Modern Movement» has not been fruitful in all its aspects. The belief in the automatic birth of a good architectural form has led many members of the «Modern Movement» — but not all of them and in particular not Le Corbusier — to a definite disregard of formal and esthetical problems; it has led them to the ignorance of the social function of architectural form.

8. THE SOCIAL FUNCTION OF FORM

But this disregard proceeded essentially, in my opinion, from the well known pendulum movement which has a tendency to go from one excess to another. The classical architecture as it was practiced — in its degenerated form — considered form as essential. No wonder that, in reaction against this belief the «Modern Movement» has gone in the opposite direction and disregarded to some extent the problems of form, overlooking its social function.

9. THE «URBAN» CHARACTER OF TOWNS

For many critics and theoreticians as well as for some practicing architects, the «Charte d'Athènes» is considered as the source of all evils in town planning. The C.I.A.M. members who, in 1933, united on a compromise — that is what the «Charte d'Athènes» has been — are accused of being responsible for today's environment, its inhumanity, its monotony, its segregational aspects.

When in July and August 1933 the C.I.A.M. members met aboard the Patris II, in Athens and in Marseille on the theme defined for the congress: «The functional Town» (La ville fonctionnelle) their object was to establish in planning, scientific and rational methods which was to become a sort of international practice, adapted to particular cases.

It is impossible within the scope of this paper, to give answers to all that has been said against the «Charte d'Athènes». May I just remind that the practice of «Zoning» (One of the supposed evils of «Modern» planning) is by no means an invention of the C.I.A.M., that it has existed long before the 1933 Congress and that it is but one aspect of the Chart. May I also say that, however nice it sounds when one reads it, however nice it looks in Leon Krier's drawings — for Bremen as for other towns⁶ — the idea that one can «reconstruct» the town through the elimination of the «Zoning» practice and by organising it into self-sufficient communities of not more than 15.000

inhabitants (35 hectares) is purely utopian because — among other reasons — it disregards completely the functions of a town of our times. This is precisely what the C.I.A.M. members meeting in 1933, tried to understand when they decided that an important part of their activity at the Congress (and in its preparation) would be devoted to the study of more than 30 existing towns, previously mapped by the different national delegations.

Krier's images disregard such important components of today's towns as interurban transportation, administrative and commercial equipments, industry, etc. It is easy of course to do so if one admits Krier's main hypothesis: The disappearance of industry and its replacement by handicraft. The question of avoiding noisy and polluting industrial plants near residential sectors is, of course, not Krier's problem for such plants do not exist in his «Ideal» town. But they exist in reality and are not about to disappear.

Even if one accepts the simplified version of the «Charte d'Athènes» — as interpreted by the opponents of the «Modern Movement» — even if one thinks of the negative aspects of zoning, can one really believe that today's environments is the result of the application of the Chart? Who can, nowadays believe that ideology commands economy? Who can believe that land and building speculation, that the action of the banks, of the multinational holdings, of capitalism to call it by its name, that all these real evils of the contemporary town, are but the results of a small number of pages written 49 years ago? But this aspect which is the only real explanation of the state of today's built environments, is probably to materialistic for all those who want to make us believe that a town is but a combination of streets and squares («des rues et des places»). Who can believe that they really believe that?

«Qui veut tuer son chien dit qu'il a la rage» (Who wants to kill his dog says that it has rabidness). Who wants to get rid of rational and scientific methods in architecture and planning, says that the «Modern Movement» is responsible for today's environment. The banks, the monopolies, the international holdings should be thankful to the «thinkers» of the «De-industrialized towns». I think that one must remember that it is during the period when Valéry Giscard d'Estaing was president of the French Republic that «Post-Modernism» and «Historicism» began their ascension. In all industrialized countries it has coincided with the economical crisis. All governments have drastically cut their housing credits. It was embarrassing to admit that it was in the field of social housing that one would look for economies. Thanks to the «Post-Modernists» and the «Historicists» the argument was found. Social housing was to be suppressed not for financial reasons but for architectural ones; it was to be suppressed because it was not good enough architecturally!!!

Of course it is perfectly true that the members of the «Modern Movement» have disregarded the fact — proved today — that there is something specific about the towns, something one can call «Urbanity». But to disregard all the necessary aspects of modern living, to reduce the notion of the town to streets and squares, to refuse to take into consideration any of the contemporary planning methods and to consider only the traditional and classical urban forms would lead our civilisation to catastrophes probably as great — if of a different nature — as those born from capitalism.

We can nowadays witness in France a most successful breakthrough of what one can call — no matter the name — «Post-Modernism», «Historicism» or simply «Kitsch». This can be observed in the architectural schools, in the exhibitions but also now in built reality. A most serious colloquy held in the building of the French Senate and organized by the Institut Français d'Architecture⁷ has been occupied almost totally by communications devoted to this so called «New» architecture. In fact, what we were given to hear there, went way beyond the usual attacks against «Modern Architecture». It was globally all the progressive thought of the first third of the twenties century which was «Thrown in the garbage cans of history». Among other «New Directions», one was directed against the measures taken in the field of hygiene and health protection. We were given the opportunity to hear ironical talks about the history of sanitary and water-closet equipment (A British invention, God knows for what purpose imported in France), about the «useless» obligation made to parisian landlords to connect their properties which the city sewers; we watched a slide-show making fun of government posters of the thirties and concerned with the fight against tuberculosis or venereal diseases. We were told that all that had but one purpose: To put in place a new subtle way of domination on the population: the «Medicalisation of Society»!

I think unnecessary to go into the details of what is really today, a general offensive against the heritage of the «Modern Movement», an offensive which is not only architectural but also political. Let me just quote one of the anti-historical absurdities articulated by the «Anti-Modernists»: «The wastages of industrial modernism have culminated in ugliness, poverty and destruction of public places. For the classical architect the notions of progress and innovation do no longer exist, for classical architecture has definitely solved its technical and artistic problems in solidity and permanence, in beauty and commodity⁸.»

Having thus achieved, once and forever, the above mentioned qualities, the leaders of today's «Classicism» can forget about all those aspects of architecture which the «Modern Movement» has brought forward. Never mind the needs of sun and light; never mind the necessity of open spaces and of playgrounds; never mind orientation; never mind the adaptation to local conditions of site and climate; never mind what goes on inside the building provided that the outside has the necessary architectural attributes of the glorious classical times: Columns and cornices, mouldings and balustrades. From now on, plans from the inside of the projected masterpieces are not necessary any more. At least one does not show them any more in architectural publications. Who cares how one is going to live inside? Is it not enough to have provided majestic «Public Spaces», streets and squares? We will be able to take endless walks? We will go everywhere afoot. We will always live outdoors for only the outdoor is studied nowadays. How wonderful in the Paris or London climate!

No one can reasonably pretend today that the principles and theories elaborated by the « Modern Movement » can be applied as such, to the solutions of today's problems. More than half a century lies between the peak of this movement and our times. Life has changed, society has changed, many of the hopes of the twenties in the social and political fields have not come true. The problems which have to be solved today, those of our industrial civilisation, are far more complicated than those the « Moderns » had to deal with. Their unachieved solutions were short of meeting the complexity of their own time. How could one reasonably believe that they would be adapted to the 1980th? Indeed humanity is faced with tremendous problems, among them architectural and planning ones. No ready made solution is in sight. However one thing appears to me as certain: It is not by trying to escape into a mythical golden past that one will — painfully and slowly — imagine solutions to the problems of our time. It is not by refusing the legacy of rationalism and science that one will achieve this goal. Certainly not by a return to obscurantism and subjectivity even if it is by copying the exterior architectural forms of the period of the Enlightenment!

I think that what can still be learned from the « Modern Movement » is a way of approaching problems, a way of looking at them from all sides, a way of taking into account the social needs of the majority of the population, these social needs being determined by methods as objective as possible and not — as often today — by preconceived ideas. And let us not forget that among the lessons bequeathed to us by the « Modern Movement » the major one is the necessity to pay attention to the changes in social behaviours and in living habits as well as to the necessary links to be created between the fight for a better architecture and planning and the political and social fight without which no progress can be accomplished.

If considered under this angle the « Modern Movement » and the study one can make of it today has nothing to do with a « Death-Dance » as some may have understood the title of today's seminar.

I would like in conclusion to quote a member of the « Modern Movement » one of the leaders of the Soviet « Constructivism », a movement born in the early twenties as a product of the revolution and exterminated in the early thirties by the combined forces of architectural reaction and political Stalinism:

« In spite of all simplifications, distortions and vulgarizations to which Constructivism has been and is still exposed, it has succeeded in playing a part in building the material and cultural foundations of a young society, in introducing into the modern forms, of artistic activity a genuine realism and an enthusiasm for intelligent proletarian utilitarianism and rationalism, and in giving an artistic expression to the social and collective purposes of the (working) class ».

Except for a few words, does this not still sound actual?

NOTES

1. A favorite expression of Maurice Culot editor of A.A.M. (Archives de l'Architecture Moderne) Bruxelles.
2. In S.A. (Sovremennaja Arkhitektura) N° 5 - 1928.
3. In S.A. N° 6 - 1928.
4. « Konstruktivism i arkhitektura ». In : S.A. N° 5 - 1928.
5. This was true of Hannes Meyer, not of Le Corbusier.
6. In A.A.M. N° 20 - 1981.
7. Organized under the title: ARCHITECTURE ET POLITIQUES SOCIALES. Les principes architecturaux à l'âge du réformisme. 1900-1940. Paris 3, 4 and 5 December 1981.
8. In Supplement to A.A.M. N° 21 - 1981.
9. « Chto takoe konstruktivism ». In : S.A. N° 3 - 1928.

INFORMATIONS

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PARC DE LA VILLETTE organise un concours international pour l'aménagement d'un parc d'environ 30 hectares dans un complexe qui comprend également le Musée National des Sciences et Techniques. Le concours portera sur :

- le parti et l'organisation générale du parc,
 - l'insertion du parc dans l'environnement urbain,
 - le traitement d'espaces et d'équipements significatifs.
- Le concours est ouvert à des équipes de créateurs, sous réserve qu'elles comprennent :
- un architecte paysagiste,
 - une cellule formée de spécialistes dans l'évaluation technique et financière du projet.

La maîtrise d'œuvre générale sera attribuée au premier prix, des primes d'un montant total de deux millions de francs seront versées aux vingt cinq lauréats suivants.

Pour tous renseignements s'adresser à :

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PARC DE LA VILLETTE

Concours Parc - 211, avenue Jean Jaurès - 75019 Paris.

SECOND COLLOQUE ALVAR AALTO A JYVASKYLA (Finlande) du 6 - 8 Août 1982.

Ce colloque aura comme thème : **La tradition classique et le mouvement moderne**. Des conférences et des échanges de vues seront organisés avec la participation de personnalités internationales notamment les Professeurs Elias CORNELL (Göteborg), Anthony VIDLER (Londres), Kenneth FRAMPTON (Londres). Le colloque sera présidé par le Professeur Matti MÄKINEN. Pour tout renseignement s'adresser : Musée Alvar Aalto Seminaarinkatu 7 SF 40600 JYVASKYLA.

EXPOSITION REIMA PIETILÄ DANS LES ECOLES D'ARCHITECTURE

A la suite de la parution du n° 2.1981 consacré à Reima PIETILÄ, «le carré bleu» a pris l'initiative d'une exposition consacrée à son œuvre. Les documents pour cette exposition ont été fournis par les architectes Dominique BEAUX et Michel MANGEMATIN. Le montage et la partie graphique de l'exposition ont été réalisés par l'équipe J. BELOT et M. MOURLOT de l'école d'architecture de LUMINY (MARSEILLE), ou la première présentation eut lieu en présence de l'architecte PIETILÄ, fin Février. Compte tenu du succès de cette manifestation à Luminy, l'exposition a été demandée par d'autres écoles. La deuxième présentation aura lieu en Octobre à l'école de Clermont-Ferrand.

ESPACE, CONSTRUCTION, SIGNIFICATION. Colloque de sémiotique architecturale organisée par le Laboratoire d'architecture n° 1 de l'Unité Pédagogique d'Architecture n° 6 de Paris. Ce colloque aura lieu du 21 au 25 Juin prochain à l'ARBRESLE, au Couvent de la Tourette. Ce colloque s'adresse à la fois aux praticiens, aux étudiants et aux chercheurs des sciences humaines. Pour tout renseignement s'adresser au Laboratoire d'Architecture n° 1 (Unité Pédagogique d'Architecture n° 6. 144, rue de Flandre, 75019 Paris).

ATTITUDES, CONCEPTS, IMAGES. Exposition organisée par le STEDELIJK MUSEUM d'AMSTERDAM en vue de présenter une image globale de l'évolution des arts plastiques entre les années 60 et 80. En dehors d'œuvres d'art - dans les domaines de la peinture, de la sculpture - l'exposition présentera également une série d'objets fabriqués, des films, des photographies et le Musée organisera en même temps des séances consacrées à la danse et à la musique. Cette manifestation s'est ouverte au mois d'Avril et se prolongera jusqu'à la mi-Juillet.



MEUBLES DE ALVAR AALTO

artek

KESKUSK. 3
PL 468
00100 HELSINKI 10
FINLANDE

TORVINOKA
4, RUE CARDINAL
75000 PARIS
TEL. (1) 325.09.13